

PANORAMA STATISTIQUE CHIFFRES CLEFS

DREETS Nouvelle-Aquitaine

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS



Territoire



Population



Économie
Emploi



Marché
du travail



Politique
de l'emploi



Conditions
de travail



Pauvreté
Précarité



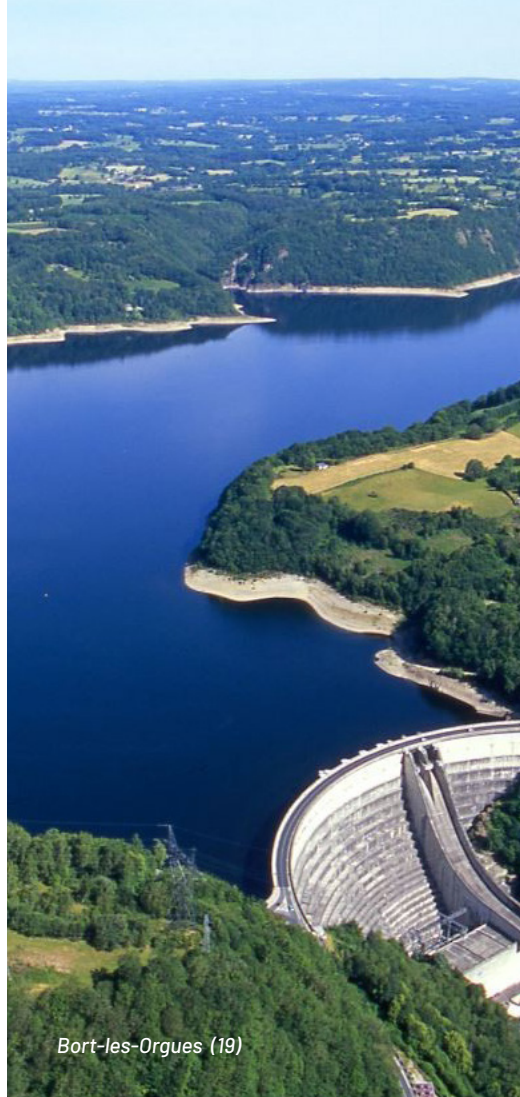
Action
sociale



Diplômes



Sauternes (33)



Bort-les-Orgues (19)



Palais de justice - Poitiers (86)



J'ai le plaisir de vous présenter la première édition du Panorama Statistique – Chiffres Clefs de la DREETS.

Elle a été réalisée par le Service Études, Statistiques, Appui, Méthodes (SESAM) de la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS).

La DREETS est un nouveau service de l'Etat qui résulte de la fusion des services régionaux de l'ex-DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) et du Pôle Cohésion Sociale de l'ex-DRDJSCS (direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale).

Le document présenté ici est une synthèse, sur les champs d'intervention de la DREETS, des publications annuelles antérieures de la DRDJSCS et de la DIRECCTE. Dans le même esprit, cette publication a été réalisée avec l'objectif de favoriser la connaissance de l'environnement socio-économique de la région, pour contribuer à éclairer l'action et le débat social.

Volontairement synthétique, elle présente des données régionales et départementales, relatives au marché du travail et à l'économie régionale, ainsi qu'à la pauvreté et à la précarité dans la région.

Cette publication est disponible en format numérique sur le site internet de la DREETS Nouvelle-Aquitaine :

<https://nouvelle-aquitaine.dreets.gouv.fr>

Pascal APPRÉDERISSE

*Directeur Régional de l'Économie, de l'Emploi,
du Travail et des Solidarités de Nouvelle-Aquitaine*

PS. Afin d'améliorer cet ouvrage, merci de nous faire part de vos éventuelles remarques et suggestions à na.statistiques@dreets.gouv.fr

Sommaire



Territoire

Données générales	8
La géographie prioritaire	10



Population

Données générales	16
Structure par âge	18
Indicateurs démographiques	21
Autres catégories de populations	22
Parc des logements et statut d'occupation	23
Démographie des étrangers et immigrés	24



Économie - Emploi

Entreprises selon leur taille	28
Établissements d'entreprises selon leur taille	29
Établissements par secteur d'activité	30
Créations d'entreprises	31
Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2020	33
Défaillances d'entreprises par secteur d'activité	34
Commerce extérieur (en millions d'euros)	35
10 Premiers secteurs à l'exportation (en millions d'euros)	36
10 Premiers secteurs à l'importation (en millions d'euros)	37
Emploi salarié et non salarié	38
Emploi salarié marchand au 4 ^{ème} trimestre	40
Salariés détachés par nationalité	41

Emploi en intérim	43
Établissements et postes salariés dans l'emploi associatif	44
Activité des seniors	45
Taux de chômage des seniors	46



Marché du travail

Demandeurs d'emploi au 4 ^{ème} trimestre 2020.....	50
Demandeurs d'emploi selon le sexe et la tranche d'âge au 4 ^{ème} trimestre 2020	52
Taux de chômage localisé depuis 2012.....	55
Demandeurs d'emploi selon le niveau de formation et de qualification	57
Demandeurs d'emploi dans les Quartiers de la Politique de la Ville	58



Politique de l'emploi

Parcours Emploi - Compétences (PEC)	64
L'accompagnement des jeunes en 2020	64
Autres dispositifs en 2020	65
Entreprises adaptées	66
Emplois francs et contrats de professionnalisation	67
Répartition des heures d'activité partielle consommées	68
Heures d'activité partielle consommées par secteur	69



Conditions de travail

Négociation collective.....	74
Ruptures conventionnelles individuelles	75
Accidents du travail	77
Maladies professionnelles	79



Pauvreté - Précarité

Revenus et inégalités de revenus	82
RSA et Minima sociaux	84
Inclusion bancaire	85
Précarité-logement	86
Hébergement et logement accompagné	87
Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2019	88



Action sociale

Places d'accueil des enfants d'âge pré-scolaire, agréées par la PMI	96
Fond d'Aide à la Jeunesse (FAJ), Service Civique, Missions Locales, PAIO.....	97
Aide sociale à l'enfance (ASE).....	98
Allocataires AAH, APA, PCH, ACTP, et personnes prises en charge par des mandataires	100
Bénéficiaires de l'aide sociale départementale au 31 décembre 2018	101
Dépenses de l'aide sociale départementale en 2018	102



Diplômes

Professions sociales.....	108
Professions de santé.....	109

TERRITOIRE





DONNÉES GÉNÉRALES

Sources : Code officiel géographique ; INSEE - Estimation de population ; INSEE - Recensement de la population ; Indicateurs sociaux départementaux

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Superficie en km ²	84 060	5 956	6 864	5 857	5 565	9 060	10 000	9 243	5 361	7 645	5 999	6 990	5 520	543 963
Nombre de communes *	4 314	366	463	280	256	505	535	327	319	546	256	266	195	34 842
Nombre d'EPCI (Établissements Publics de Coopération Intercommunale)**	157	9	13	10	10	22	28	18	13	10	8	7	13	1 232
Population au 1er janvier 2017***	5 956 978	352 335	644 303	241 464	118 638	413 606	1 583 384	407 444	332 842	677 309	374 351	436 876	374 426	64 639 133
Population au 1er janvier 2020****	6 018 424	349 878	650 757	239 470	115 555	411 528	1 636 085	414 728	330 756	685 441	374 608	438 390	371 228	65 123 843
Densité au 1er janvier 2020 (nombre d'habitants par km ²)	71,6	58,7	94,8	40,9	20,8	45,4	163,6	44,9	61,7	89,7	62,4	62,7	67,3	119,7
Zonage en aires d'attraction des villes en 2020 et population au recensement de 2017														
Communes des pôles (principaux ou secondaires)	3,5%	1,6%	4,1%	2,9%	1,2%	1,4%	5,4%	5,8%	3,4%	4,6%	5,1%	1,9%	2,1%	4,9%
Communes des couronnes	61,7%	51,4%	61,3%	68,9%	47,3%	48,1%	64,9%	67,3%	62,7%	72,3%	59,4%	68,0%	70,3%	69,5%
Communes hors attraction des villes	34,9%	47,0%	34,6%	28,2%	51,6%	50,5%	29,7%	26,9%	33,9%	23,1%	35,5%	30,1%	27,7%	25,6%
Population des pôles (principaux ou secondaires)	38,3%	22,9%	31,9%	35,5%	18,3%	19,6%	50,4%	38,9%	34,8%	45,0%	35,6%	32,7%	41,1%	50,8%
Population des couronnes	48,9%	53,3%	52,5%	52,4%	45,1%	48,5%	43,8%	46,7%	51,0%	49,2%	48,8%	56,6%	50,5%	42,5%
Population des communes hors attraction des villes	12,8%	23,8%	15,6%	12,1%	36,6%	31,9%	5,9%	14,5%	14,2%	5,8%	15,6%	10,7%	8,4%	6,8%
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2017	70,6%	70,9%	68,9%	60,8%	27,6%	46,9%	88,6%	48,6%	64,4%	77,5%	43,3%	79,9%	77,2%	83,1%

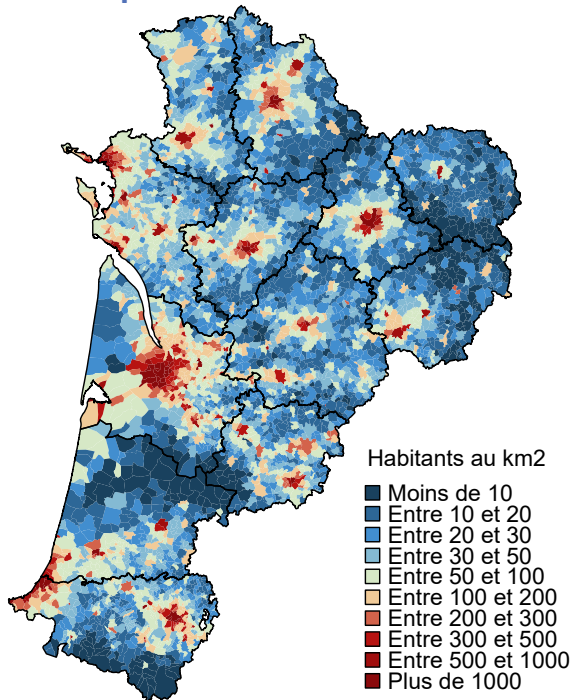
* Code officiel géographique 2020 (INSEE)

** La somme du nombre des EPCI départementaux est supérieur au nombre régional d'EPCI, car certains EPCI sont situés sur deux départements (voire deux régions)

*** Recensement de la population 2017 (INSEE)

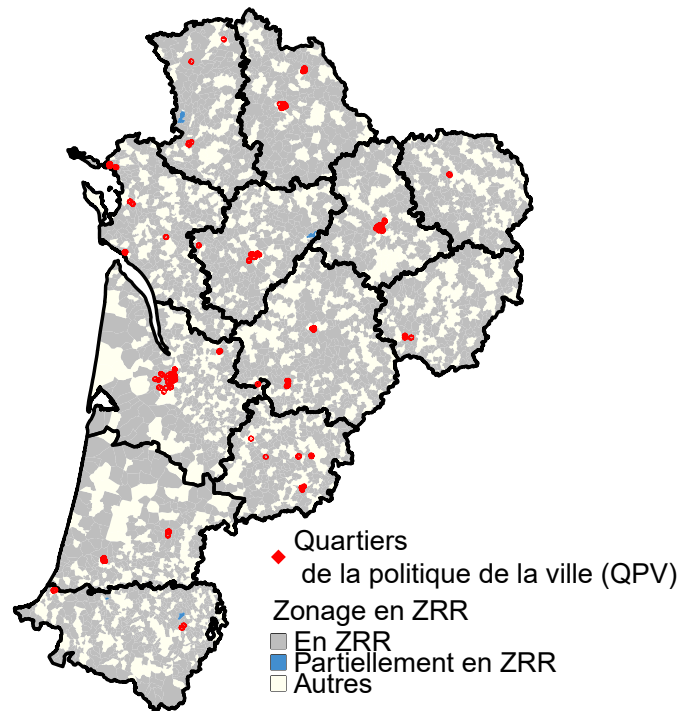
**** Estimations de population 2020 : résultats provisoires arrêtés fin 2020 (INSEE)

Densité de Population en Nouvelle-Aquitaine



Source : INSEE – Recensement de la population 2017, IGN – Admin Express 2020
Cartographie : DREETS Nouvelle-Aquitaine / SESAM

Communes en zones de revitalisation rurale et localisation des QPV en Nouvelle-Aquitaine en 2020



Source : ANCT, IGN – Admin Express 2020
Cartographie : DREETS Nouvelle-Aquitaine / SESAM



LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE

Sources : INSEE - Recensement de la population 2013 (QPV) ; INSEE - Recensement de la population 2016 (ZRR) ; CGET

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) *														
Nombre de quartiers prioritaires de la politique de la ville	81	6	7	3	1	5	23	5	7	4	5	6	9	1 296
Population des ménages résidant dans les QPV **	209 287	14 480	20 133	5 770	1 892	8 229	71 287	7 531	11 724	11 611	7 887	23 229	25 514	4 856 046
Proportion de la population départementale vivant en QPV ***	3,6%	4,1%	3,2%	2,4%	1,6%	2,0%	4,7%	1,9%	3,5%	1,7%	2,1%	5,4%	6,8%	7,6%
Nombre de communes ayant au moins un QPV	46	4	4	1	1	3	15	3	5	2	3	4	1	750
Population des communes ayant au moins un QPV au recensement de 2016 ****	1 600 688	77 687	143 510	47 004	13 275	65 129	614 559	60 258	89 069	127 840	92 559	137 138	132 660	25 753 909
Zones de revitalisation rurale (ZRR) *****														
Nombre de communes en zone de revitalisation rurale	2 480	271	273	189	234	393	151	212	213	82	197	136	129	13 642
Proportion des communes en ZRR	57,5%	74,0%	59,0%	67,5%	91,4%	77,8%	28,2%	64,8%	66,8%	15,0%	77,0%	51,1%	66,2%	39,2%
Population des communes en ZRR *****	1 502 618	142 015	151 980	89 346	90 862	212 309	116 263	135 192	122 719	29 328	223 734	91 466	97 404	7 527 334
Proportion de la population départementale résidant en ZRR	25,3%	40,2%	23,7%	37,0%	76,0%	51,2%	7,4%	33,4%	36,9%	4,4%	59,7%	21,0%	26,0%	11,7%

* Définition des QPV en 2014, rectifiée en 2015 (décret n°2015-1138). Les QPV peuvent être à cheval sur plusieurs communes ; certaines communes peuvent en compter plusieurs

** La dernière année disponible pour les populations légales en QPV est 2013

*** Par rapport aux populations départementales au recensement de 2013

**** La géographie communale du recensement de la population 2016 est celle au 1er janvier 2019. Il a donc pu y avoir des différences avec celle de 2013, en raison de fusions ou défusions de certaines communes

***** Communes classées ou partiellement classées en ZRR (y compris les communes classées au titre d'une baisse de population). Redéfinition 2018 (arrêté du 22 février 2018)

NOTES ET DÉFINITIONS

EPCI (Établissements publics de coopération intercommunale)

Les EPCI sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.

ZONAGE EN AIRES D'ATTRACTION DES VILLES

Le zonage en aires d'attraction des villes (ZAAV) 2020 se substitue au zonage en aires urbaines (ZAU) de 2010. Il définit l'étendue de l'influence des villes sur les communes environnantes. Une aire est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle. La commune la plus peuplée du pôle est appelée commune-centre.

Les pôles sont déterminés principalement à partir de critères de densité et de population totale, suivant une méthodologie cohérente avec celle de la grille communale de densité. Un seuil d'emploi est ajouté de façon à éviter que des communes essentiellement résidentielles, comportant peu d'emplois, soient considérées comme des pôles. Si un pôle envoie au moins 15 % de ses actifs travailler dans un autre pôle de même niveau, les deux pôles sont associés et forment ensemble le cœur d'une aire d'attraction.

Les communes qui envoient au moins 15 % de leurs actifs travailler

dans le pôle constituent la couronne de l'aire d'attraction du pôle. La définition des plus grandes aires d'attraction des villes est cohérente avec celle des « citées » et « aires urbaines fonctionnelles » utilisées par Eurostat et l'OCDE pour analyser le fonctionnement des villes. Le zonage en aires d'attraction des villes facilite ainsi les comparaisons internationales et permet de visualiser l'influence en France des grandes villes étrangères.

Les aires sont classées suivant le nombre total d'habitants de l'aire. Les principaux seuils retenus sont : Paris, 700 000 habitants, 200 000 habitants et 50 000 habitants. Les aires dont le pôle est situé à l'étranger sont classées dans la catégorie correspondant à leur population totale (française et étrangère).

Sept aires ont pour commune-centre une ville localisée à l'étranger (Bâle, Charleroi, Genève, Lausanne, Luxembourg, Monaco et Sarrebruck).

ZONAGE EN AIRES URBAINES

Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constituée par un pôle urbain (unité urbaine), par des communes rurales, et par éventuellement d'autres unités urbaines (qui constituent la couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

- 111 : Espace des grandes aires urbaines, commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)
- 112 : Espace des grandes aires urbaines, espace périurbain, commune appartenant à la couronne d'un grand pôle



- 120 : Espace des grandes aires urbaines, espace périurbain, commune multipolarisée des grandes aires urbaines
- 211 : Espace des autres aires urbaines, commune appartenant à un pôle moyen (5 000 à moins de 10 000 emplois)
- 212 : Espace des autres aires urbaines, commune appartenant à la couronne d'un pôle moyen
- 221 : Espace des autres aires urbaines, commune appartenant à un petit pôle (de 1 500 à moins de 5 000 emplois)
- 222 : Espace des autres aires urbaines, commune appartenant à la couronne d'un petit pôle
- 300 : Autre commune multipolarisée
- 400 : Commune isolée hors influence des pôles

COMMUNES MULTIPOLARISÉES

Les communes « multipolarisées » sont les communes dont au moins 40 % des actifs occupés résidents travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

ZONE DE REVITALISATION RURALE (ZRR)

Une zone de revitalisation rurale est un ensemble d'EPCI reconnus comme fragiles et bénéficiant d'aides fiscales à ce titre.

Un EPCI peut être classé en ZRR s'il satisfait aux deux critères :

- Une densité de population inférieure ou égale à la médiane des densités par EPCI
- Un revenu fiscal par unité de consommation médian inférieur ou égal à la médiane des revenus fiscaux médians

Les communes précédemment classées en ZRR et qui ne le sont plus

bénéficient du maintien des effets du classement en ZRR un certain temps (cf. arrêtés de classement).

Le zonage en ZRR vise à aider le développement des territoires ruraux, principalement à travers des mesures fiscales et sociales. Des mesures spécifiques en faveur du développement économique s'y appliquent. L'objectif est de concentrer les mesures d'aide de l'état au bénéfice des entreprises créatrices d'emplois dans les zones rurales les moins peuplées et les plus touchées par le déclin démographique et économique.

La liste constatant le classement des communes en ZRR est établie et révisée chaque année par arrêté du Premier ministre, en fonction des créations, suppressions et modifications de périmètres des EPCI à fiscalité propre constatées au 31 décembre de l'année précédente.

Pour en savoir plus : <http://www.ville.gouv.fr>; <http://sig.ville.gouv.fr>

QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (QPV)

Quartiers définis par la Loi pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

Basée sur un critère unique, celui du revenu, la méthode retenue pour l'identification des nouveaux quartiers prioritaires en France métropolitaine repère les zones de concentration urbaine de population à bas revenus à partir d'un quadrillage fin du territoire métropolitain.

Les bas revenus sont définis par une approche mêlant deux références : le décrochage, d'une part, par rapport aux revenus de l'agglomération dans laquelle se situe le quartier et, d'autre part, par rapport aux revenus de la France métropolitaine. Elle aboutit ainsi au repérage d'environ 1 300 quartiers de plus de 1000 habitants, situés dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants. Pour les territoires ultra-marins, la méthode utilisée a fait l'objet d'adaptations.

LISTE DES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (QPV)

Dépt.	Nom du Quartier	Communes concernées
16	Basseau - Grande Garenne	Angoulême
16	Ma Campagne	Angoulême
16	Bel Air - La Grand Font	Angoulême
16	L'Étang des Moines	La Couronne
16	Champ de Manoeuvre	Soyaux
16	Crouin	Cognac
17	Mireuil	La Rochelle
17	Villeneuve - Les Salines	La Rochelle
17	Bellevue - Boiffiers	Saintes
17	Centre Ville - Avant-Garde	Rochefort
17	Le Petit Marseille	Rochefort
17	Eco Quartier l'Yeuse - La Robinière	Royan
17	Port-Neuf	La Rochelle
19	Rivet	Brive-la-Gaillarde
19	Tujac	Brive-la-Gaillarde
19	Les Chapélies	Brive-la-Gaillarde
23	L'Albatros	Guéret
24	Rive Gauche	Bergerac
24	Quartier des Deux Rives	Bergerac
24	Quartier Nord	Bergerac
24	Chamiers	Coulouneix-Chamiers
24	La Boucle de l'Isle	Périgueux, Coulouneix-Chamiers
33	Quartier Champ de Course	Le Bouscat, Eysines
33	Yser - Pont de Madame	Mérignac
33	Quartier du Centre	Coutras
33	Quartier Bourg	Sainte-Foy-la-Grande, Pineuilh

Dépt.	Nom du Quartier	Communes concernées
33	Cité Jacques Prévert - Quartier de l'Avenir	Bassens
33	Carle Vernet - Terres Neuves	Bordeaux, Bègles
33	Les Aubiers - Le Lac	Bordeaux
33	Saint-Michel	Bordeaux
33	Benaugue - Henri Sellier - Léo Lagrange	Cenon, Bordeaux
33	Grand-Parc	Bordeaux
33	Bacalan	Bordeaux
33	Palmer - Sarailière - 8-mai-45 - Dravemont	Cenon, Floirac
33	Grand Caillou	Eysines
33	Jean-Jaurès	Floirac
33	Barthez	Gradignan
33	Carriet	Lormont
33	Génicart-Est	Lormont
33	Alpilles - Vincennes - Bois Fleuri	Lormont
33	Beaudésert	Mérignac
33	Châtaigneraie - Arago	Pessac
33	Saige	Pessac
33	Thouars	Talence
33	Paty - Monmousseau	Bègles
40	Le Sablar	Dax
40	Cuyès	Dax
40	Le Gond	Dax
40	Le Peyrouat	Mont-de-Marsan
40	La Moustey	Saint-Pierre-du-Mont
47	Rodrigues - Barleté	Agen
47	Montanou	Agen
47	Pin	Agen

Dépt.	Nom du Quartier	Communes concernées
47	Bastide Au Bord du Lot	Sainte-Livrade-sur-Lot
47	Bastide	Villeneuve-sur-Lot
47	Baylac Gravette	Marmande
47	Cœur de Ville	Tonneins
64	Maubec-Citadelle	Bayonne
64	Hauts de Sainte-Croix	Bayonne
64	Saragosse	Pau
64	Ousse des bois	Pau
79	Clou Bouchet	Niort
79	Tour Chabot Gavacherie	Niort
79	Pontreau Colline Saint-André	Niort
79	Les Capucins	Thouars
79	Valette	Bressuire
86	Lac-Renardières-Ozon	Châtelleraut
86	Châteauneuf-Centre Ville	Châtelleraut
86	Bel Air	Poitiers
86	Trois Cités	Poitiers, Saint-Benoît
86	Couronneries	Poitiers, Buxerolles
86	Beaulieu	Poitiers
87	Porte Ferrées	Limoges
87	La Bastide	Limoges
87	Le Sablard	Limoges
87	Beaubreuil	Limoges
87	Val de l'Aurence Sud	Limoges
87	Val de l'Aurence Nord	Limoges
87	Les Coutures	Limoges
87	Bellevue	Limoges
87	Le Vigenal	Limoges

POPULATION





DONNÉES GÉNÉRALES

Sources : INSEE - Recensements de la population 2012 et 2017, Projections Omphale

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Population au 1 ^{er} janvier 2017 *	5 956 978	352 335	644 303	241 464	118 638	413 606	1 583 384	407 444	332 842	677 309	374 351	436 876	374 426	64 639 133
Population au 1 ^{er} janvier 2019 **	5 999 253	350 858	648 837	240 096	116 549	412 450	1 619 190	412 453	331 398	682 550	374 671	437 987	372 214	64 988 222
Population au 1 ^{er} janvier 2020 **	6 018 424	348 878	650 757	239 470	115 555	411 528	1 636 085	414 728	330 756	685 441	374 608	438 390	371 228	65 123 843
Projection de la population en 2040 ***	6 675 000	369 000	749 000	243 000	121 000	440 000	1 874 000	458 000	356 000	756 000	403 000	510 000	396 000	70 143 000
Variation projetée de la population entre 2017 et 2040	12,1%	4,7%	16,2%	0,6%	2,0%	6,4%	18,4%	12,4%	7,0%	11,6%	7,7%	16,7%	5,8%	8,5%
Taux de croissance annuel moyen 2012-2017 ****	0,5%	-0,1%	0,5%	0,0%	-0,5%	-0,1%	1,3%	0,7%	0,0%	0,5%	0,1%	0,3%	-0,1%	0,4%
dont dû au solde migratoire	0,6%	0,1%	0,8%	0,5%	0,4%	0,3%	1,0%	0,9%	0,2%	0,6%	0,2%	0,2%	0,0%	0,1%
Population étrangère au 1 ^{er} janvier 2017	280 841	15 334	15 910	10 153	4 781	21 123	88 931	14 049	22 365	35 102	12 477	17 506	23 110	4 450 466
Population immigrée au 1 ^{er} janvier 2017	376 388	19 905	23 496	14 793	5 948	26 824	116 898	20 659	31 154	50 118	16 147	22 692	27 754	6 231 986
Proportion des familles monoparentales en 2017 *****	14,6%	14,4%	13,9%	12,9%	13,8%	13,7%	15,9%	13,9%	14,7%	15,8%	11,7%	13,6%	14,8%	15,5%
Taux d'activité de la population en 2017 *****	74,0%	74,7%	73,4%	74,2%	72,9%	73,1%	74,2%	74,8%	73,7%	74,6%	76,6%	72,3%	71,9%	74,1%

* Population municipale (personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune)

** Estimation de population au 1er janvier (INSEE) - Résultats provisoires arrêtés fin 2020

*** Source : INSEE - Scénario dit central : taux de fécondité de 2005, taux de mortalité identiques au taux métropolitain, quotients migratoires calculés sur la période 1990 - 2005, sur toute la durée de la projection

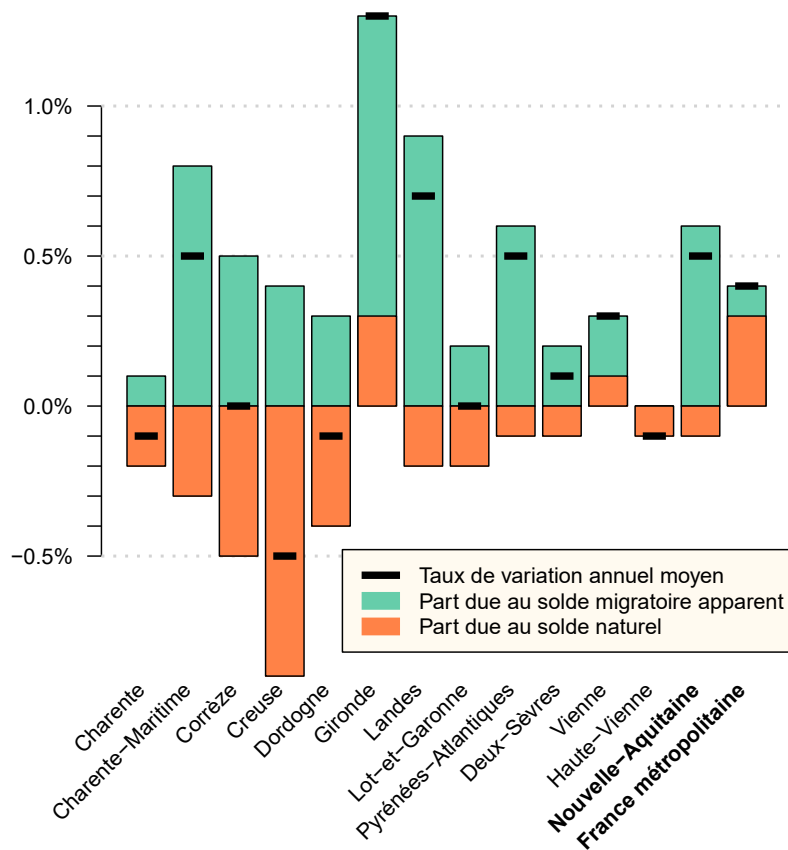
**** Lecture : en France métropolitaine, sur une hausse de population annuelle moyenne de 0,4% entre 2012 et 2017, 0,1% est dû au solde migratoire (différence entre les entrées et les sorties du territoire), 0,3% est dû au solde naturel (différence entre les naissances et les décès)

***** Proportion des familles monoparentales parmi toutes les familles ayant des enfants de moins de 25 ans

***** Taux d'activité de la population = rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans



Évolutions de population entre 2012 et 2017 en Nouvelle-Aquitaine



Source : INSEE - Recensements de la population



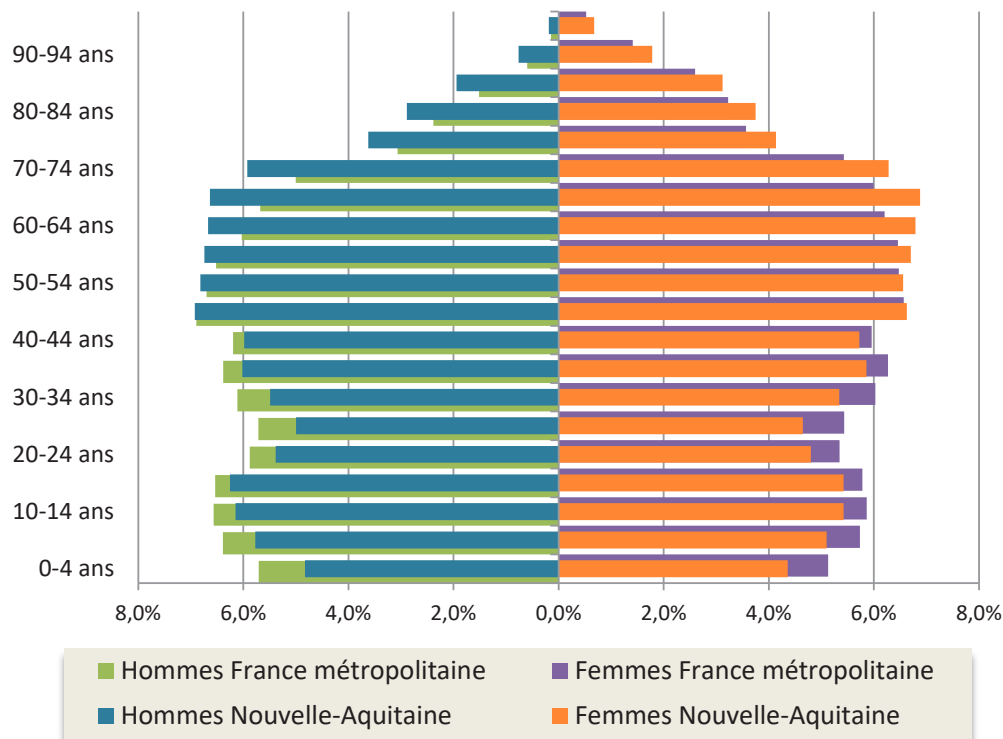
STRUCTURE PAR ÂGE

Source : INSEE - estimations de population au 1^{er} janvier 2020 (résultats provisoires arrêtés fin 2020)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
0 - 4 ans	275 985	15 180	26 495	9 592	4 161	15 625	85 190	18 296	14 890	31 037	17 576	21 019	16 924	3 522 800
5 - 9 ans	326 326	18 575	32 928	11 946	5 157	19 546	95 277	22 250	18 097	36 547	21 865	24 740	19 398	3 940 020
10 - 14 ans	347 534	20 041	35 911	13 111	5 880	21 913	97 782	24 227	19 487	38 547	24 454	25 777	20 404	4 041 170
15 - 19 ans	350 582	18 522	35 764	13 523	5 420	20 498	103 852	21 805	17 909	38 767	21 392	30 615	22 515	4 003 159
20 - 24 ans	305 827	15 624	26 976	10 114	4 092	15 412	105 629	15 333	14 336	31 482	15 923	29 582	21 324	3 649 484
25 - 29 ans	289 907	16 616	26 342	9 824	4 411	16 161	95 908	17 253	14 410	32 302	16 718	22 550	17 412	3 625 990
30 - 39 ans	683 154	37 661	67 079	24 214	10 673	39 666	213 123	45 926	35 097	79 471	41 356	49 190	39 698	8 069 680
40 - 49 ans	759 491	42 596	79 324	29 206	13 244	48 476	220 342	54 432	38 791	87 694	47 848	52 840	44 698	8 334 194
50 - 59 ans	806 884	49 127	86 382	33 272	16 952	59 384	205 699	58 510	45 748	95 327	51 767	55 177	49 539	8 511 931
60 - 64 ans	405 169	25 654	48 071	17 631	9 773	32 568	94 203	29 461	23 314	45 603	25 666	28 249	24 976	3 984 629
65 - 74 ans	774 799	47 316	99 787	34 851	18 750	64 496	173 229	58 260	45 428	85 644	46 470	51 307	49 461	7 206 470
75 - 84 ans	434 830	26 919	54 834	20 074	10 164	35 920	92 769	31 486	27 377	52 261	26 686	28 976	27 364	3 999 677
85 ans et +	257 936	16 047	30 864	12 312	6 878	21 863	53 082	17 489	15 872	30 759	16 887	18 368	17 515	2 234 639
Total	6 018 424	349 878	650 757	239 470	115 555	411 528	1 636 085	414 728	330 756	685 441	374 608	438 390	371 228	65 123 843



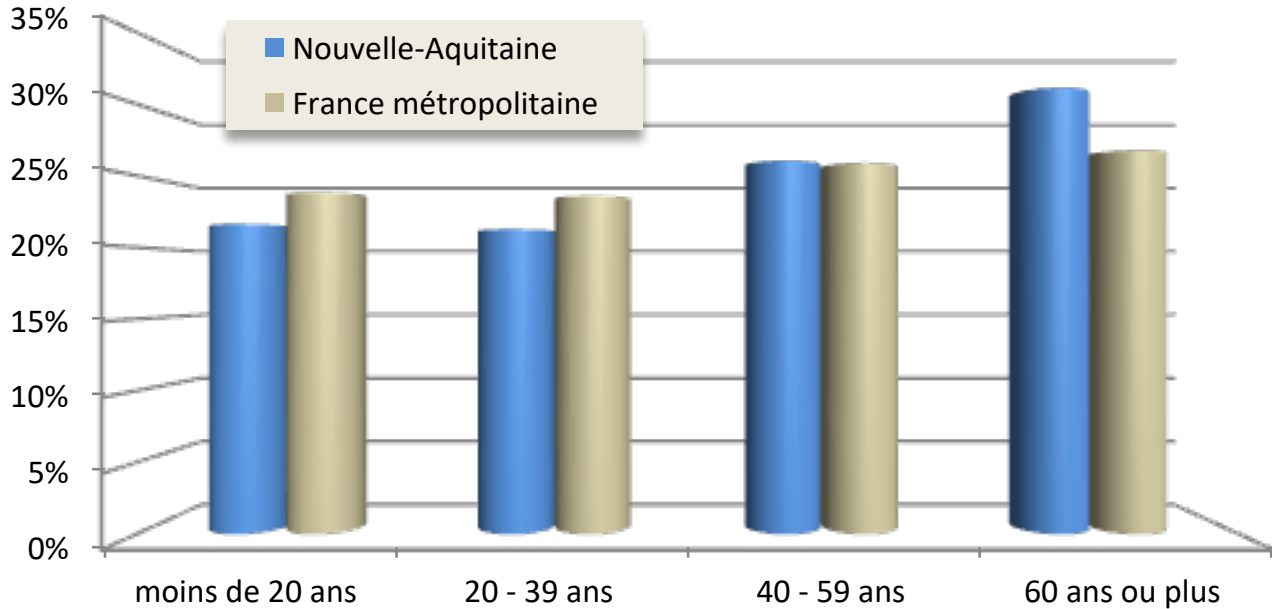
Pyramide des âges de Nouvelle-Aquitaine en 2020



Source : INSEE - estimations de population au 1er janvier 2020



Comparaison des structures par grandes classes d'âge de Nouvelle-Aquitaine et de France métropolitaine



Sources : DREES - Indicateurs sociaux départementaux ; INSEE - Recensement de la population ; INSEE - Estimations localisées de population ; État Civil



INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

Sources : DREES - Indicateurs sociaux départementaux ; INSEE - Recensement de la population ;
INSEE - Estimations localisées de population ; État Civil

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Naissances domiciliées 2018 définitives	53 680	2 955	5 061	1 907	802	2 942	17 115	3 356	2 960	5 839	3 381	4 044	3 318	717 795
Taux de natalité en 2019 *	9,0	8,7	7,9	7,7	6,6	7,4	10,3	8,5	9,1	8,7	9,0	9,3	9,2	11,0
Décès domiciliés 2018 définitifs	65 056	4 233	7 923	3 179	1 939	5 598	13 645	4 534	3 968	7 338	4 116	4 418	4 165	594 301
Taux de mortalité en 2019 **	10,9	12,5	12,3	13,8	16,7	13,7	8,5	11,0	12,5	10,6	10,6	10,2	11,6	9,2
Taux mortalité infantile***	3,4	3,7	3,1	3,3	3,7	3,1	3,8	3,3	2,0	2,5	3,0	3,7	4,7	3,5
Âge moyen de la population au 1 ^{er} janvier 2017	43,6	44,7	45,5	45,9	48,1	46,9	40,7	44,6	44,9	43,9	43,3	42,0	44,0	41,0
Âge moyen des hommes	42,0	43,1	43,8	43,9	46,4	45,3	39,2	43,0	43,4	42,1	41,9	40,7	42,4	39,6
Âge moyen des femmes	45,1	46,2	47,1	47,8	49,8	48,4	42,0	46,0	46,4	45,6	44,7	43,3	45,4	42,4
Indice de vieillissement au 1 ^{er} janvier 2020****	112,9	124,8	141,5	139,2	173,6	157,6	83,5	123,9	126,0	116,4	105,6	96,6	119,1	86,7
Espérance de vie en 2019*****														
Espérance de vie à la naissance des hommes	79,7	79,4	79,2	78,7	77,3	79,4	80,4	79,9	79,3	80,6	79,6	79,5	78,8	79,8
Espérance de vie à la naissance des femmes	85,5	84,5	85,2	84,9	85,1	85,0	85,8	85,4	85,2	86,1	85,9	85,9	85,7	85,7
Espérance de vie à 65 ans des hommes	19,6	19,6	19,6	18,9	18,0	19,6	19,8	19,9	19,3	20,0	20,0	19,3	19,4	19,6
Espérance de vie à 65 ans des femmes	23,4	22,6	23,7	23,1	22,6	23,0	23,5	23,5	23,2	23,6	23,6	24,0	23,5	23,5

* Taux de natalité = Nombre de naissances domiciliées pour 1 000 habitants

** Taux de mortalité = Nombre de décès domiciliés pour 1 000 habitants (source : Indicateurs sociaux départementaux)

*** Taux de mortalité infantile = Rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2016-2017-2018 (source : Indicateurs sociaux départementaux)

**** Indice de vieillissement = Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans

***** Nombre d'années restant à vivre en moyenne, sous l'hypothèse d'un taux de mortalité constant par sexe et âge



AUTRES CATÉGORIES DE POPULATIONS

Source : INSEE - Recensement de la population 2016 ; INSEE - estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2018)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Mineurs (jeunes de moins de 18 ans) au 1 ^{er} janvier 2017*	1 172 484	67 709	120 506	43 999	19 690	73 558	328 262	80 478	65 720	131 521	80 537	89 534	70 970	14 032 607
Jeunes de moins de 21 ans au 1 ^{er} janvier 2017*	1 372 355	77 527	140 157	51 331	22 597	83 795	393 956	89 979	74 635	152 690	90 397	109 508	85 783	16 339 585
Proportion de femmes dans la population totale**	51,9%	51,6%	52,2%	51,5%	51,6%	51,8%	52,1%	51,6%	52,1%	52,2%	51,1%	51,7%	52,5%	51,6%
Proportion de femmes parmi les 75 ans ou plus**	60,8%	60,0%	60,2%	61,6%	62,4%	59,8%	61,5%	60,1%	59,1%	61,8%	59,7%	60,7%	61,7%	61,1%
Proportion de femmes de 15 à 49 ans dans la population féminine**	38,4%	36,2%	34,6%	34,2%	30,9%	32,7%	44,0%	36,1%	35,4%	37,9%	36,9%	41,2%	38,3%	41,4%
Nombre d'enfants de moins de 6 ans**	336 459	18 561	32 434	12 103	5 160	19 125	102 261	22 162	18 529	38 146	21 805	25 585	20 588	4 264 786
Nombre d'enfants de 6 à 16 ans**	746 532	42 088	76 728	28 051	12 427	45 860	212 622	50 970	41 582	83 743	51 440	56 774	44 247	8 734 484
Moins de 20 ans**	1 300 427	72 318	131 098	48 172	20 618	77 582	382 101	86 578	70 383	144 898	85 287	102 151	79 241	15 507 149
Nombre de jeunes de 16 à 25 ans**	643 284	33 212	61 134	22 866	9 309	33 684	211 889	34 960	30 159	68 758	35 437	59 001	42 875	7 503 902
Population des 26 à 64 ans**	2 877 275	167 409	299 346	112 730	54 629	191 899	807 960	201 340	155 171	332 546	179 150	202 446	172 649	31 731 762
Ensemble des 65 ans ou plus**	1 467 565	90 282	185 485	67 037	35 792	122 279	319 080	107 235	88 677	168 664	90 043	98 651	94 340	13 440 786
Ensemble des 75 ans ou plus**	692 766	42 966	85 698	32 386	17 042	57 783	145 851	48 975	43 249	83 020	43 573	47 344	44 879	6 234 316

* Source : INSEE - Recensement de la population 2017

** Source : INSEE - estimations de population au 1^{er} janvier 2020



PARC DES LOGEMENTS ET STATUT D'OCCUPATION

Source : INSEE - Recensements de la Population 2017

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Nombre total de logements	3 487 450	197 059	431 948	154 124	88 506	258 732	856 616	255 992	185 343	404 979	193 971	240 200	219 980	34 980 732
Proportion des résidences principales	79,4%	83,0%	70,8%	73,9%	65,0%	75,3%	84,9%	72,7%	82,4%	78,2%	86,0%	84,5%	82,4%	82,1%
Proportion des résidences secondaires et logements occasionnels	12,1%	6,2%	22,1%	15,2%	20,1%	14,3%	8,8%	20,5%	6,2%	13,6%	4,8%	5,8%	7,7%	9,8%
Proportion des logements vacants	8,5%	10,8%	7,1%	10,9%	14,9%	10,4%	6,3%	6,8%	11,4%	8,2%	9,2%	9,8%	9,8%	8,1%
Statut d'occupation des résidences principales														
Proportion de propriétaires	62,3%	66,8%	65,0%	68,3%	72,4%	68,4%	54,7%	65,6%	64,4%	61,2%	69,3%	61,7%	62,0%	57,6%
Proportion de locataires	35,5%	31,1%	33,0%	29,4%	24,5%	28,8%	43,2%	32,1%	33,1%	36,4%	29,5%	36,8%	36,1%	40,2%
Proportion de personnes logées gratuitement	2,1%	2,1%	2,0%	2,3%	3,1%	2,7%	2,1%	2,3%	2,5%	2,4%	1,2%	1,6%	2,0%	2,2%



DÉMOGRAPHIE ET ACTIVITÉ DES ÉTRANGERS ET IMMIGRÉS

Source : INSEE - Recensement de la population 2017

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Nombre de personnes immigrées	2 730 271	157 272	262 386	109 681	49 814	179 541	777 735	179 222	155 481	324 218	168 784	195 020	171 126	6 231 986
dont proportion de femmes	51,8%	50,9%	52,0%	50,1%	50,3%	51,9%	51,8%	51,9%	52,2%	54,1%	49,4%	50,6%	51,7%	51,4%
Pays de naissance des immigrés														
Portugal	61 851	2 169	3 201	3 855	539	3 908	17 554	6 699	6 206	10 512	3 056	1 631	2 521	617 879
Italie	10 201	259	668	385	158	789	3 269	592	2 150	1 001	217	426	287	285 899
Espagne	33 294	666	862	679	135	1 015	8 888	2 606	2 341	14 386	555	597	564	247 126
Autres pays de l'UE (à 27)	81 402	8 363	6 639	2 832	3 069	12 028	15 483	3 620	6 443	5 376	5 098	5 543	6 908	747 417
Autres pays d'Europe	13 322	548	1 075	491	188	945	4 057	730	609	1 727	543	790	1 619	312 683
Algérie	24 391	1 551	1 321	633	156	972	9 784	555	1 709	1 435	675	1 936	3 664	822 876
Maroc	47 196	1 513	2 203	1 947	247	2 447	18 481	1 968	7 829	5 137	1 082	2 097	2 245	770 500
Tunisie	6 168	510	456	258	48	182	2 852	197	316	393	244	376	336	283 392
Autres pays d'Afrique	44 435	2 250	3 042	1 236	506	1 715	16 593	1 535	1 711	3 309	2 501	4 972	5 065	961 469
Turquie	9 246	191	641	1 316	336	354	4 340	67	24	293	178	422	1 084	246 349
Autres pays	44 882	1 885	3 388	1 161	566	2 469	15 597	2 090	1 816	6 549	1 998	3 902	3 461	936 396
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi *	2 353 882	137 366	238 889	94 887	43 866	152 716	660 836	158 562	124 326	274 099	152 637	172 327	143 371	26 257 989
Proportion d'immigrés	6,3%	5,0%	3,7%	6,1%	4,4%	6,1%	7,9%	5,0%	9,2%	7,4%	4,0%	4,9%	6,9%	10,4%
Proportion d'étrangers	4,1%	3,3%	2,3%	3,6%	3,1%	4,3%	5,1%	3,3%	5,9%	5,0%	2,6%	2,8%	4,3%	6,2%
Taux de chômage des 15 ans ou plus **	13,1%	14,0%	14,4%	10,9%	12,5%	13,9%	13,3%	13,8%	14,3%	11,9%	11,4%	12,6%	12,7%	13,3%
Taux de chômage des immigrés	23,4%	25,8%	23,6%	19,8%	21,9%	20,7%	22,9%	22,2%	23,1%	19,7%	26,1%	29,1%	30,6%	22,0%
Taux de chômage des étrangers	25,5%	26,5%	25,0%	22,6%	24,5%	21,4%	25,1%	23,9%	24,4%	21,0%	29,2%	34,7%	34,3%	24,4%

* Au sens du recensement de la population, la population active représente les personnes qui se sont déclarées au recensement, avoir un emploi ou être au chômage

** Rapport entre le nombre des chômeurs et le nombre des actifs, au sens du recensement de la population



NOTES ET DÉFINITIONS

RECENSEMENT DE LA POPULATION

Le recensement de la population (RP) a pour objectif le dénombrement des logements et de la population résidant en France et la connaissance de leurs principales caractéristiques : sexe, âge, profession, activité exercée, caractéristiques des ménages, tailles et types de logement, modes de transport, déplacements quotidiens.

Le dernier recensement général de la population vivant en France a eu lieu en 1999. Depuis 2004, une nouvelle méthode de collecte est mise en œuvre selon des modalités qui distinguent les communes en fonction d'un seuil de population fixé par la loi à 10 000 habitants.

Les communes de moins de 10 000 habitants sont enquêtées désormais une fois tous les cinq ans et, comme par le passé, de façon exhaustive.

Dans les communes d'au moins 10 000 habitants, une partie de la population est recensée chaque année par tirage au sort, les échantillons d'adresses étant tirés de manière telle que la totalité du territoire de ces communes soit prise en compte en cinq ans. Cette collecte se substitue à la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans.

Pour en savoir plus : <http://www.insee.fr>

POPULATION AU RECENSEMENT

Il s'agit de la population municipale ; c'est-à-dire des personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune.

Le terme population statistique est équivalent.

PROJECTIONS DE POPULATION

Une projection de population fournit une image de ce que pourrait être la population à venir, à partir de la connaissance du passé et en prenant, pour le futur, des hypothèses sur trois composantes : la fécondité, la mortalité et les migrations. Elles sont réalisées par l'INSEE à partir des résultats du recensement de la population et des données de l'état-civil.

Le dernier exercice de projection de population a été publié en novembre 2016. Les données de ce chiffre clef ne sont pas mises à jour tous les ans.

TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL MOYEN DE LA POPULATION

Le taux d'accroissement annuel moyen de la population est le facteur multiplicatif constant, appliqué autant de fois qu'il y a d'années, sur une population initiale, pour obtenir une population finale. Il correspond à la moyenne géométrique des taux de croissance annuels entre deux périodes.

Il se calcule en faisant le rapport entre les populations finales et les populations initiales, puis en prenant la racine, en nombre d'années, du rapport obtenu.

NAISSANCES DOMICILIÉES – DÉCÈS DOMICILIÉS

Le lieu d'enregistrement d'un événement démographique, lieu de la naissance, du mariage ou du décès, est le lieu où il s'est produit.

Mais on les comptabilise souvent à l'endroit du domicile ; le domicile de la mère pour les naissances ; le domicile du défunt pour les décès.



TAUX D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION

Rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans.

La population active comprend les personnes de 15 à 64 ans considérées comme pourvues d'un emploi (salariés ou non salariés) ou comme chômeurs en recherche d'un emploi.

TAUX DE NATALITÉ

Nombre de naissances domiciliées pour 1 000 habitants.

TAUX DE MORTALITÉ

Nombre de décès domiciliés pour 1 000 habitants.

TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE

Rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2016-2017-2018.

INDICE DE VIEILLISSEMENT

Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans.

ESPÉRANCE DE VIE

Nombre d'années restant à vivre en moyenne.

SOLDE NATUREL

Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur un territoire.

SOLDE MIGRATOIRE

Le solde migratoire est la différence entre les entrées et les sorties d'un territoire.

SOLDE MIGRATOIRE APPARENT

La variation d'une population sur un territoire et sur une période dépend des deux paramètres que sont le solde naturel et le solde migratoire. Cependant, le solde migratoire est, généralement, une donnée mal connue. Il peut être estimé lorsque la variation de la population est connue ainsi que son solde naturel. Il est alors dit « apparent ».

POPULATION ÉTRANGÈRE

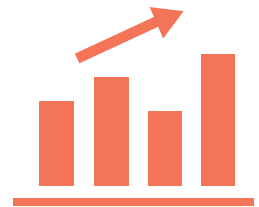
Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises.

POPULATION IMMIGRÉE

Selon la définition adoptée par le Haut conseil à l'intégration, un immigré est une personne née étrangère, à l'étranger et résidant en France. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). Les immigrés peuvent devenir français par acquisition de la nationalité ; les autres restent étrangers. Mais la qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français.

C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

ÉCONOMIE EMPLOI





ENTREPRISES SELON LEUR TAILLE

Source : INSEE - Répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Nombre de salariés au 31 décembre 2018	1 442 452	82 860	132 192	54 039	18 820	77 890	466 227	80 952	70 382	178 177	97 263	100 665	82 985	4 327 356
Proportion dans des entreprises de 0 à 9 salariés	25,4%	23,2%	30,9%	27,0%	29,9%	30,7%	23,2%	30,2%	27,3%	28,0%	18,8%	21,5%	24,2%	25,4%
Proportion dans des entreprises de 10 à 19 salariés	12,9%	13,4%	13,7%	13,1%	14,6%	13,4%	12,3%	14,2%	14,9%	13,2%	11,5%	12,4%	13,5%	12,9%
Proportion dans des entreprises de 20 à 49 salariés	19,1%	20,6%	20,6%	20,7%	20,6%	20,4%	17,7%	18,3%	21,8%	19,4%	16,6%	20,6%	18,6%	19,1%
Proportion dans des entreprises de 50 à 99 salariés	13,8%	13,6%	15,0%	15,6%	15,3%	13,4%	13,5%	13,7%	14,1%	13,8%	13,1%	13,6%	12,8%	13,8%
Proportion dans des entreprises de 100 à 249 salariés	14,6%	17,9%	11,4%	12,3%	16,1%	11,2%	15,1%	13,7%	14,4%	12,9%	20,0%	14,6%	15,6%	14,6%
Proportion dans des entreprises de 250 à 499 salariés	7,5%	9,2%	5,7%	10,4%	3,6%	8,2%	7,5%	6,0%	4,2%	6,5%	8,4%	10,0%	9,2%	7,5%
Proportion dans des entreprises de 500 salariés et plus	6,8%	2,3%	2,7%	0,9%	0,0%	2,7%	10,7%	4,0%	3,3%	6,2%	11,6%	7,4%	6,1%	6,8%

ÉTABLISSEMENTS D'ENTREPRISES SELON LEUR TAILLE

Source : ACCOSS, Champ du secteur privé Acooss-Urssaf (Ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel, affiliées au régime général)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Nombre d'établissements au 31 décembre 2019	638 329	34 951	70 897	28 623	14 907	48 042	178 029	46 669	35 874	81 460	31 629	35 490	31 758	6 635 410
Établissements ayant entre 0 et 9 salariés	72,3%	70,0%	70,9%	74,5%	77,1%	73,7%	72,9%	74,4%	71,1%	72,9%	69,3%	69,7%	70,5%	70,0%
Établissements ayant entre 10 et 19 salariés	22,2%	23,9%	24,1%	20,5%	18,9%	21,8%	21,5%	20,9%	23,4%	21,9%	23,6%	23,4%	22,9%	23,8%
Établissements ayant entre 20 et 49 salariés	4,5%	5,0%	4,2%	4,1%	3,2%	3,7%	4,6%	3,8%	4,6%	4,3%	5,6%	5,6%	5,3%	5,0%
Établissements ayant entre 50 et 99 salariés	0,6%	0,7%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%	0,6%	0,5%	0,9%	0,7%	0,7%	0,7%
Établissements ayant 100 ou plus	0,4%	0,4%	0,3%	0,4%	0,2%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%



ÉTABLISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : INSEE - Répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Nombre d'établissements au 31 décembre 2018 *	471 017	24 700	53 941	18 035	8 168	33 351	143 942	32 928	24 675	60 601	21 384	26 128	23 164	5 357 430
Industrie	8,5%	11,2%	8,3%	13,1%	18,1%	9,3%	5,7%	9,7%	10,0%	7,9%	10,8%	10,3%	10,6%	7,0%
Construction	12,9%	13,8%	13,7%	13,4%	13,2%	15,1%	12,3%	12,7%	13,7%	12,1%	13,3%	11,8%	11,9%	12,2%
Commerce, transport, hébergement et restauration	29,7%	31,8%	31,7%	30,6%	28,2%	33,2%	28,7%	29,9%	31,7%	27,7%	28,9%	28,4%	29,0%	29,7%
Services marchands aux entreprises	26,6%	22,9%	25,1%	22,2%	19,6%	22,0%	30,4%	24,4%	23,7%	27,8%	26,3%	27,5%	24,9%	30,2%
Services marchands aux particuliers	22,3%	20,2%	21,2%	20,6%	20,8%	20,5%	22,8%	23,3%	20,9%	24,5%	20,8%	22,0%	23,5%	20,9%

* Activité marchande hors agriculture

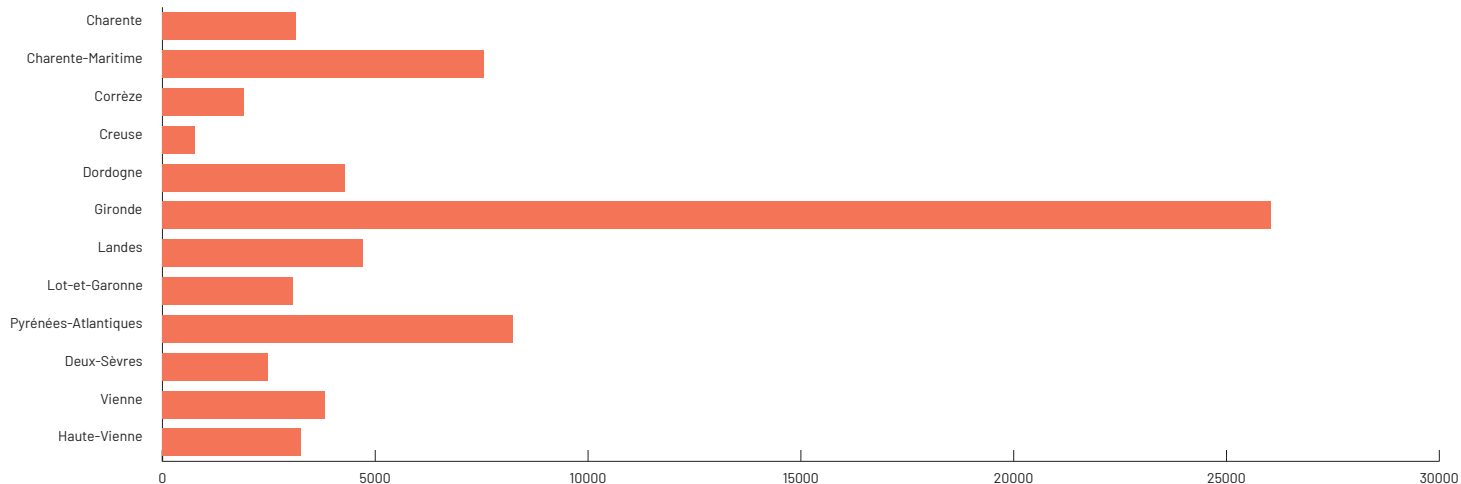
CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Source : INSEE - Répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Entreprises créées en 2018	58 043	2 434	6 118	1 590	615	3 326	22 910	3 813	2 501	6 982	2 081	2 986	2 687	
dont sociétés	14 392	550	1 548	412	127	712	5 807	921	674	1 791	526	683	641	
dont entreprises individuelles (y compris micro-entrepreneur)	43 651	1 884	4 570	1 178	488	2 614	17 103	2 892	1 827	5 191	1 555	2 303	2 046	
Entreprises créées en 2019	67 155	2 818	7 181	1 833	758	4 197	25 794	4 689	3 037	7 919	2 364	3 463	3 102	815 257
dont sociétés	15 333	609	1 611	441	145	843	6 049	1 058	778	1 887	520	727	665	
dont entreprises individuelles (y compris micro-entrepreneur)	51 822	2 209	5 570	1 392	613	3 354	19 745	3 631	2 259	6 032	1 844	2 736	2 437	
Entreprises créées en 2020	69 268	3 129	7 558	1 920	754	4 291	26 039	4 715	3 060	8 236	2 481	3 822	3 263	848 164
dont sociétés	15 483	634	1 673	421	139	800	5 961	1 104	682	1 995	544	810	720	
dont entreprises individuelles (y compris micro-entrepreneur)	53 785	2 495	5 885	1 499	615	3 491	20 078	3 611	2 378	6 241	1 937	3 012	2 543	
Evolution 2019-2020 de la création d'entreprises	3,1%	11,0%	5,2%	4,7%	-0,5%	2,2%	0,9%	0,6%	0,8%	4,0%	4,9%	10,4%	5,2%	4,0%
dont sociétés	1,0%	4,1%	3,8%	-4,5%	-4,1%	-5,1%	-1,5%	4,3%	-12,3%	5,7%	4,6%	11,4%	8,3%	
dont entreprises individuelles (y compris micro-entrepreneur)	3,8%	12,9%	5,7%	7,7%	0,3%	4,1%	1,7%	-0,6%	5,3%	3,5%	5,0%	10,1%	4,3%	



Entreprises créées en 2020

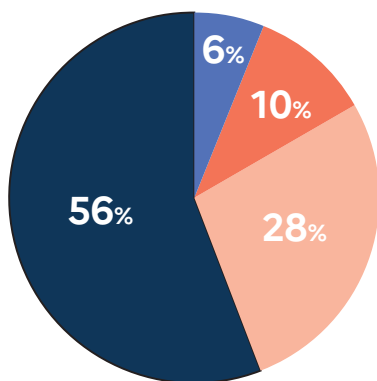


Source : INSEE - Répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene)

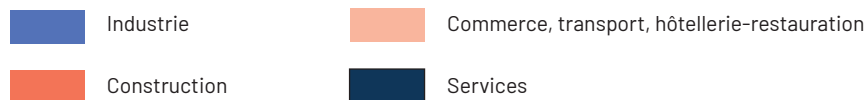
CRÉATIONS D'ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2020

Source : INSEE - Répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene)

	Nouvelle-Aquitaine	France Métropolitaine
Entreprises créées en 2020	69 268	848 164
Industrie	4 263	39 700
Construction	7 287	80 920
Commerce, transport, hôtellerie-restauration	19 068	274 523
Services	38 650	453 021
Evolution 2019-2020 de la création d'entreprises	3,1%	4,0%
Industrie	8,4%	3,3%
Construction	-2,0%	0,7%
Commerce, transport, hôtellerie-restauration	5,2%	13,3%
Services	2,6%	-0,3%



Créations d'entreprises par secteurs d'activité





DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

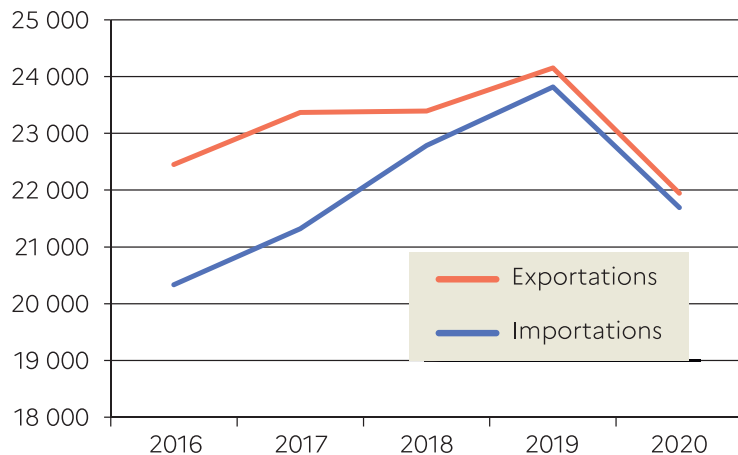
Source : INSEE - Répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene)

	Nouvelle-Aquitaine	France Métropolitaine
Entreprises défaillantes en 2020	2 596	31 212
dont Agriculture, sylviculture et pêche	200	901
dont Industrie	178	2 108
dont Construction	434	6 138
dont Commerce, transport, hôtellerie, restauration	977	12 302
dont Service aux entreprises	529	6 682
dont Enseignement, santé et social	278	3 081
Evolution 2019-2020 de la défaillance d'entreprises	-40,2%	-39,3%
dont Agriculture, sylviculture et pêche	-37,1%	-36,3%
dont Industrie	-47,3%	-38,7%
dont Construction	-47,6%	-44,6%
dont Commerce, transport, hôtellerie, restauration	-40,5%	-38,8%
dont Service aux entreprises	-32,3%	-34,1%
dont Enseignement, santé et social	-36,4%	-40,0%

COMMERCE EXTÉRIEUR (en millions d'euros)

Source : Douanes françaises

	Exportations	Importations	Solde
2016	22 450	20 336	2 114
2017	23 368	21 319	2 049
2018	23 396	22 785	611
2019	24 152	23 818	334
2020	21 946	21 692	254
Evolution 2020/2019 (%)	-9,1%	-8,9%	-23,9%





10 PREMIERS SECTEURS À L'EXPORTATION (en millions d'euros)

Source : Douanes françaises

	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2020/2019 (%)
Ensemble des secteurs	22 450	23 368	23 396	24 152	21 946	-9,1%
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	6 118	6 662	6 837	7 084	6 294	-11,1%
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	3 001	3 050	3 129	4 139	3 708	-10,4%
Matériels de transport	4 026	3 763	3 407	2 912	2 560	-12,1%
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	2 254	2 138	2 237	2 260	2 210	-2,2%
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	1 725	2 060	1 922	1 896	1 791	-5,6%
Bois, papier et carton	1 627	1 714	1 769	1 751	1 524	-13,0%
Produits pharmaceutiques	556	678	718	822	1 061	29,0%
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	885	874	869	873	699	-20,0%
Produits métallurgiques et produits métalliques	723	802	797	828	757	-8,6%
Autres produits	1 535	1 625	1 712	1 585	1 343	-15,3%

10 PREMIERS SECTEURS À L'IMPORTATION (en millions d'euros)

Source : Douanes françaises

	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2020/2019 (%)
Ensemble des secteurs	20 336	21 319	22 785	23 818	21 692	-8,9%
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	3 312	3 636	3 816	4 384	3 992	-8,9%
Matériels de transport	3 378	3 314	3 704	4 032	3 174	-21,3%
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	2 201	2 375	2 412	2 491	2 537	1,8%
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	1 968	2 167	2 220	2 147	1 968	-8,4%
Produits pétroliers raffinés et coke	2 327	2 379	3 042	2 971	1 864	-37,3%
Produits métallurgiques et produits métalliques	1 246	1 383	1 538	1 567	1 419	-9,4%
Textiles, habillement, cuir et chaussures	1 054	1 103	1 066	1 238	1 401	13,2%
Bois, papier et carton	1 369	1 453	1 525	1 465	1 305	-10,9%
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	1 198	1 254	1 279	1 290	1 261	-2,3%
Autres produits	2 283	2 255	2 182	2 233	2 773	24,2%



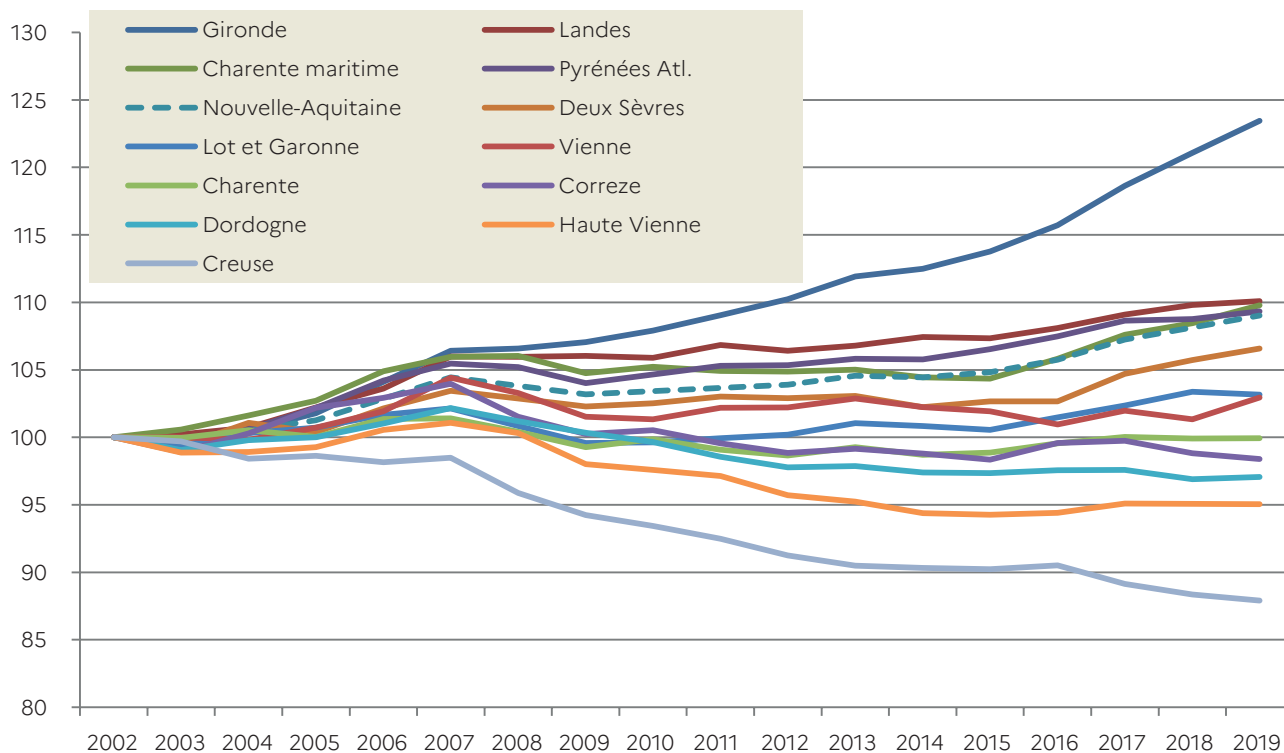
EMPLOI SALARIÉ ET NON SALARIÉ

Source : INSEE - Estimations d'emploi localisées

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Emploi total au 31 décembre 2019	2 451 871	139 706	242 377	95 334	40 069	145 649	746 368	150 714	126 377	284 104	159 420	177 911	143 842	27 894 878
Non salariés	332 535	18 052	38 041	13 187	7 979	25 580	89 959	23 754	18 310	44 182	17 777	18 784	16 930	3 000 361
Salariés	2 119 336	121 654	204 336	82 147	32 090	120 069	656 409	126 960	108 067	239 922	141 643	159 127	126 912	24 894 517
Répartition de l'emploi total par grands secteurs														
Agriculture	4,4%	6,1%	5,9%	4,7%	11,4%	5,0%	3,5%	4,5%	6,4%	3,6%	5,3%	3,0%	3,4%	2,3%
Industrie	11,7%	17,3%	9,7%	14,2%	10,1%	12,5%	9,1%	13,7%	12,1%	12,2%	15,0%	13,0%	12,3%	11,7%
Construction	6,7%	6,7%	7,4%	6,5%	5,6%	8,2%	6,6%	7,5%	6,3%	7,0%	6,1%	6,1%	5,7%	6,1%
Tertiaire marchand	44,8%	39,8%	44,2%	40,2%	32,9%	40,4%	49,8%	41,0%	43,7%	45,4%	46,5%	41,9%	41,0%	49,7%
Tertiaire non marchand	32,3%	30,2%	32,9%	34,4%	40,0%	33,9%	30,9%	33,3%	31,5%	31,8%	27,2%	36,0%	37,5%	30,2%



Évolution 2002-2019 de l'emploi salarié



Source : INSEE - Estimations d'emplois



EMPLOI SALARIÉ MARCHAND AU 4^{ÈME} TRIMESTRE

Source : INSEE - Estimations d'emploi trimestrielles

	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2020/2018 (%)
Tous secteurs	1 280 565	1 304 911	1 329 897	1 352 665	1 334 498	-1,3%
Industrie	263 922	264 379	267 676	269 895	265 649	-1,6%
dont Industries agro-alimentaires	56 199	56 149	57 117	57 817	57 941	0,2%
dont Industries extractives, énergie, eau déchets	33 686	32 986	33 172	32 980	32 926	-0,2%
dont Machines; équipement électriques et électroniques	30 170	30 499	31 248	31 763	30 707	-3,3%
dont Matériels de transport	29 435	29 727	30 463	30 808	29 997	-2,6%
dont Autres produits industriels	114 432	115 017	115 677	116 525	114 078	-2,1%
Construction	118 568	120 979	122 683	126 083	129 015	2,3%
Commerce	268 884	271 932	276 446	278 874	279 470	0,2%
Services marchands hors intérim	573 240	586 034	598 532	612 145	597 388	-2,4%
dont Transport et entreposage	104 044	104 075	106 219	106 192	105 705	-0,5%
dont Hébergement - restauration	81 294	85 338	87 336	91 146	82 563	-9,4%
dont Information - communication	31 577	32 532	33 903	35 186	34 957	-0,7%
dont Finance	71 035	71 801	72 629	73 027	73 753	1,0%
dont Activités immobilières	17 151	17 194	17 634	17 909	18 029	0,7%
dont Activités scientifiques et techniques ; activités administratives et de soutien	158 267	164 997	169 613	177 840	178 181	0,2%
dont Autres activités de service	109 870	110 095	111 199	110 845	104 199	-6,0%
Intérim	55 952	61 587	64 560	65 668	62 976	-4,1%

SALARIÉS DÉTACHÉS PAR NATIONALITÉ

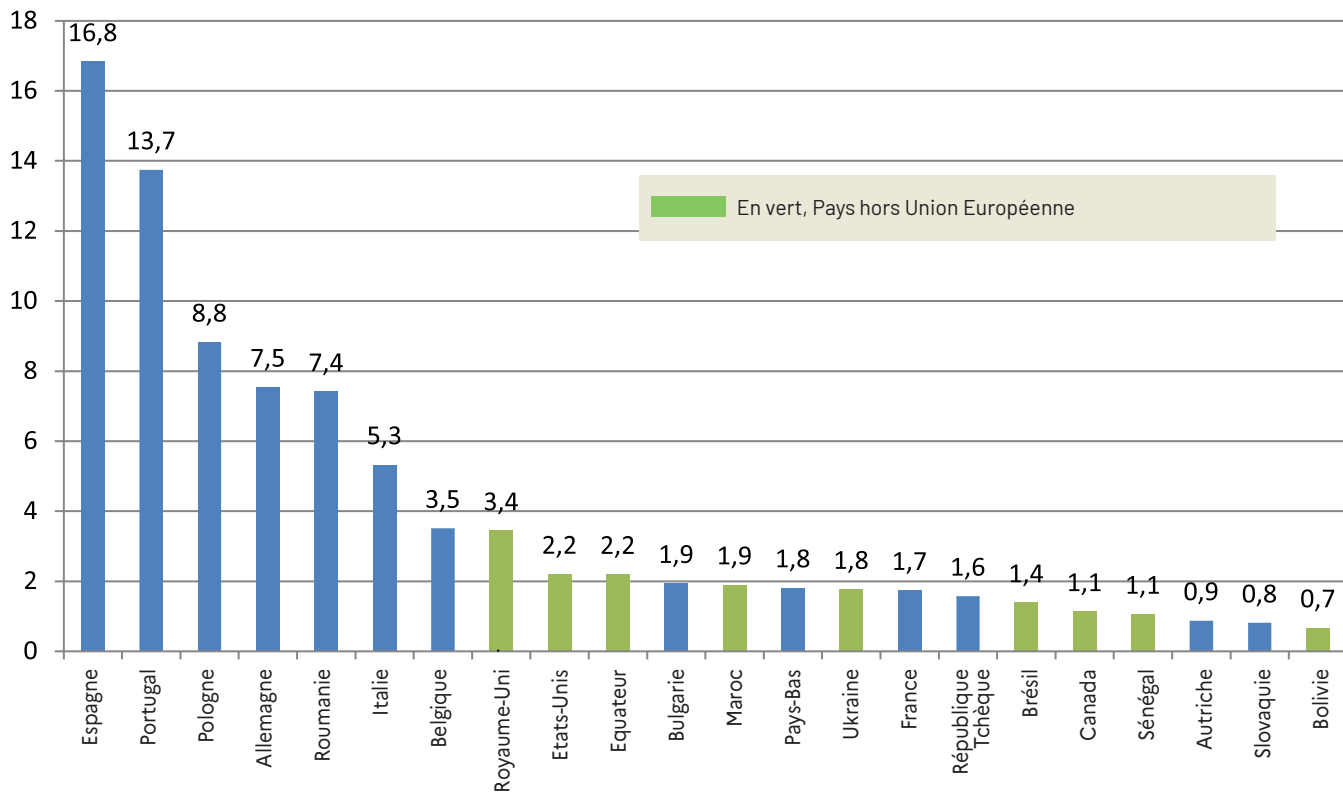
Source : DGT, données arrêtées au 02/03/2021

	Nouvelle-Aquitaine
Nombre de déclarations actives	13 000
Nombre de salariés étrangers	18 600
dont Espagne	16,8%
dont Portugal	13,7%
dont Pologne	8,8%
dont Allemagne	7,5%
dont Roumanie	7,4%
dont Italie	5,3%
dont Belgique	3,5%
dont Royaume-Uni	3,4%

	Nouvelle-Aquitaine
Nombre de salariés étrangers (suite)	
Autres	
dont Etats-Unis	2,2%
dont Equateur	2,2%
dont Bulgarie	1,9%
dont Maroc	1,9%
dont Pays-Bas	1,8%
dont Ukraine	1,8%
dont France	1,7%
dont République Tchèque	1,6%
dont Brésil	1,4%
dont Canada	1,1%
dont Sénégal	1,1%
dont Autriche	0,9%
dont Slovaquie	0,8%
dont Bolivie	0,7%



Répartition des nationalités des travailleurs détachés (%)



Source : DGT, données arrêtées au 02/03/2021

EMPLOI EN INTÉRIM

Source : DARES - Données brutes

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne
Effectifs en interim en fin d'année 2020	62 976	3 939	5 263	2 561	751	3 189	18 825	3 670	3 842	6 893	5 322	5 018	3 704
Industrie	20 546	1 821	1 344	1 070	313	1 432	3 370	1 195	1 461	2 046	2 899	2 085	1 509
Construction	16 721	794	1 504	449	134	673	6 704	890	740	2 451	598	977	808
Commerce	6 130	388	642	212	73	286	1 778	384	717	624	353	409	264
Services	19 579	936	1 773	830	231	799	6 974	1 201	924	1 771	1 471	1 547	1 122
Evolution annuelle (en %) 2019-2020	-3,8%	0,6%	-8,9%	3,0%	13,9%	-0,9%	-2,1%	-4,0%	-3,5%	-10,4%	-2,9%	-8,0%	-0,1%
Industrie	-11,8%	-6,0%	-30,4%	-8,8%	5,2%	-3,5%	-16,3%	-4,4%	-8,5%	-24,2%	-2,9%	-6,5%	-10,9%
Construction	2,7%	14,6%	7,2%	13,9%	22,5%	-3,9%	8,4%	-18,5%	-3,9%	0,3%	-7,0%	-6,6%	0,8%
Commerce	-0,5%	0,0%	-8,4%	10,6%	-4,9%	4,5%	-2,6%	6,2%	11,7%	-10,0%	-5,8%	-1,1%	20,7%
Services	2,6%	4,6%	6,2%	14,4%	39,1%	7,4%	0,3%	12,1%	1,5%	-2,5%	3,1%	-10,7%	14,9%



ÉTABLISSEMENTS ET POSTES SALARIÉS DANS L'EMPLOI ASSOCIATIF

Sources : INSEE - FLORES 2017 ; URSSAF et ACOSS Base de données Séquoia

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2017 *	18 071	925	1 756	692	406	1 143	4 558	1 247	1 144	2 418	1 184	1 499	1 099	181 231
dont action sociale	3 232	205	301	151	90	226	748	164	255	446	170	269	207	30 860
dont enseignement	1 874	73	147	51	17	106	509	103	97	393	144	154	80	19 762
dont santé humaine	302	13	45	21	7	10	68	12	26	41	12	11	36	3 752
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	3 953	203	400	121	53	201	1 027	380	240	501	291	330	206	34 495
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 094	100	222	69	39	125	675	115	91	218	107	195	138	21 160
dont autres établissements associatifs	6 616	331	641	279	200	475	1 531	473	435	819	460	540	432	71 202
Nombre de salariés dans les établissements associatifs en 2017 *	183 945	10 640	17 027	6 916	3 822	10 361	49 533	11 250	11 589	26 069	11 872	14 970	9 896	2 062 155
dont action sociale	90 499	5 890	8 917	3 558	2 599	5 611	23 123	3 649	6 138	13 548	5 306	7 606	4 554	929 438
dont enseignement	25 486	1 136	2 116	903	70	1 186	7 121	1 085	1 328	4 882	1 928	2 313	1 418	346 299
dont santé humaine	9 226	334	548	701	117	257	3 307	802	530	1 227	517	276	610	136 227
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	13 449	679	1 081	408	101	631	3 987	2 089	652	1 719	611	966	525	127 280
dont arts, spectacles et activités récréatives	4 043	213	416	113	63	185	1 172	321	151	530	301	313	265	43 011
dont autres établissements associatifs	41 242	2 388	3 949	1 233	872	2 491	10 823	3 304	2 790	4 163	3 209	3 496	2 524	479 900
Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total	8,0%	8,1%	8,1%	8,4%	10,7%	7,9%	7,3%	6,9%	10,5%	9,8%	8,1%	8,5%	6,1%	7,6%

* La source CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) été remplacée par la source FLORES (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) à partir du millésime 2017.

ACTIVITÉ DES SENIORS (actifs âgés de 50 à 64 ans)

Source : INSEE - Recensement de la population 2017

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Seniors actifs	789 162	49 167	83 817	33 177	17 095	58 180	199 898	54 523	45 296	92 425	51 129	56 081	48 374	8 338 785
Ayant un emploi	713 248	44 269	74 215	30 490	15 484	51 982	180 929	48 740	40 496	84 152	46 880	51 368	44 243	7 503 493
Chômeurs	75 914	4 898	9 602	2 687	1 611	6 198	18 969	5 783	4 800	8 273	4 249	4 713	4 131	835 292
Taux d'emploi des séniors	58,9%	58,0%	55,0%	59,0%	56,1%	55,8%	61,7%	56,4%	57,8%	60,5%	60,5%	60,5%	58,2%	60,2%
Seniors actifs Hommes	390 735	24 489	40 427	16 380	8 631	28 725	99 058	27 226	22 371	45 941	25 673	27 821	23 993	4 210 866
Ayant un emploi	355 196	22 180	36 143	15 072	7 726	25 853	90 372	24 681	20 143	42 197	23 532	25 483	21 814	3 798 289
Chômeurs	35 539	2 309	4 284	1 308	905	2 872	8 686	2 545	2 228	3 744	2 141	2 338	2 179	412 577
Taux d'emploi des séniors Hommes	60,8%	60,0%	56,6%	60,0%	56,2%	57,1%	64,5%	58,8%	60,0%	63,1%	61,7%	61,5%	59,4%	62,9%
Seniors actifs Femmes	398 427	24 678	43 390	16 797	8 464	29 455	100 840	27 297	22 925	46 484	25 456	28 260	24 381	4 127 919
Ayant un emploi	358 052	22 089	38 072	15 418	7 758	26 129	90 557	24 059	20 353	41 955	23 348	25 885	22 429	3 705 204
Chômeurs	40 375	2 589	5 318	1 379	706	3 326	10 283	3 238	2 572	4 529	2 108	2 375	1 952	422 715
Taux d'emploi des séniors Femmes	57,1%	56,2%	53,7%	58,1%	56,0%	54,6%	59,2%	54,1%	55,9%	58,1%	59,2%	59,5%	57,1%	57,7%
Taux d'activité des séniors	65,1%	65,7%	62,3%	65,2%	64,0%	63,3%	66,7%	62,0%	65,6%	65,6%	66,0%	67,2%	64,9%	66,7%
Statut d'emploi des séniors														
Salariés	81,4%	81,8%	78,6%	79,3%	74,2%	75,9%	84,2%	80,6%	78,4%	80,1%	83,6%	85,0%	83,4%	84,7%
Non-salariés	18,6%	18,2%	21,4%	20,7%	25,8%	24,1%	15,8%	19,4%	21,6%	19,9%	16,4%	15,0%	16,6%	15,3%



TAUX DE CHÔMAGE DES SENIORS (actifs âgés de 50 à 64 ans)

Source : INSEE - Recensement de la population 2017

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Taux de chômage des seniors	10,6%	11,1%	12,9%	8,8%	10,4%	11,9%	10,5%	11,9%	11,9%	9,8%	9,1%	9,2%	9,3%	11,1%
Taux de chômage des seniors Hommes	9,1%	9,4%	10,6%	8,0%	10,5%	10,0%	8,8%	9,3%	10,0%	8,1%	8,3%	8,4%	9,1%	9,8%
Taux de chômage des seniors Femmes	10,1%	10,5%	12,3%	8,2%	8,3%	11,3%	10,2%	11,9%	11,2%	9,7%	8,3%	8,4%	8,0%	10,2%
Catégorie socioprofessionnelle des seniors														
Agriculteurs exploitants	4,4%	5,4%	4,5%	6,7%	11,4%	6,1%	1,7%	4,3%	7,3%	4,7%	5,9%	3,9%	4,1%	2,6%
Artisans, commerçants, chefs entreprise	10,1%	9,7%	12,4%	10,2%	10,9%	13,4%	9,3%	11,1%	10,6%	10,2%	8,1%	7,6%	8,4%	8,4%
Cadres et professions intellectuelles	15,2%	12,2%	13,3%	12,0%	10,0%	11,7%	20,6%	11,9%	11,0%	15,5%	13,2%	15,8%	16,4%	18,9%
Professions intermédiaires	22,7%	21,4%	21,0%	22,4%	19,9%	19,8%	24,9%	21,6%	21,4%	24,2%	19,5%	23,0%	24,5%	23,7%
Employés	28,5%	27,7%	30,1%	29,0%	30,8%	29,2%	26,8%	29,7%	28,3%	28,6%	28,9%	29,6%	28,3%	27,4%
Ouvriers	19,1%	23,6%	18,7%	19,7%	17,0%	19,7%	16,7%	21,3%	21,4%	16,9%	24,4%	20,0%	18,4%	18,9%

NOTES ET DÉFINITIONS

LA PRESTATION DE SERVICE INTERNATIONALE (PSI)

La prestation de service internationale est un contrat qui engage une entreprise établie à l'étranger pour effectuer une prestation pour une entreprise établie en France, au moyen de travailleurs qu'elle détache temporairement.

L'application du régime du détachement est exclue :

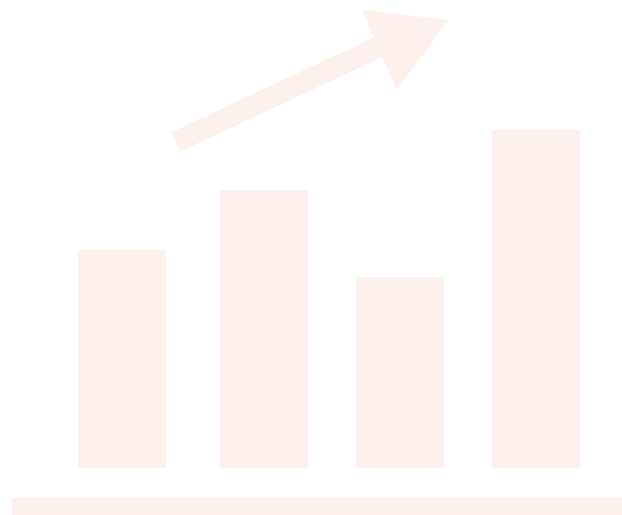
- lorsque l'activité de l'employeur est réalisée sur le territoire français de façon habituelle, stable et continue ;
- lorsque l'employeur qui détache des salariés n'a pas d'activité substantielle dans son pays d'origine.

Dans ces situations, l'entreprise étrangère est soumise à la loi française (article L.1262-3 du CT).

Pour en savoir plus :

<http://www.injep.fr/article/un-stat-info-sur-le-paysage-associatif-francais-10292.html>

<http://www.injep.fr/veille/paysage-associatif-arret-sur-image-5813.html>



MARCHÉ DU TRAVAIL





DEMANDEURS D'EMPLOI AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2020

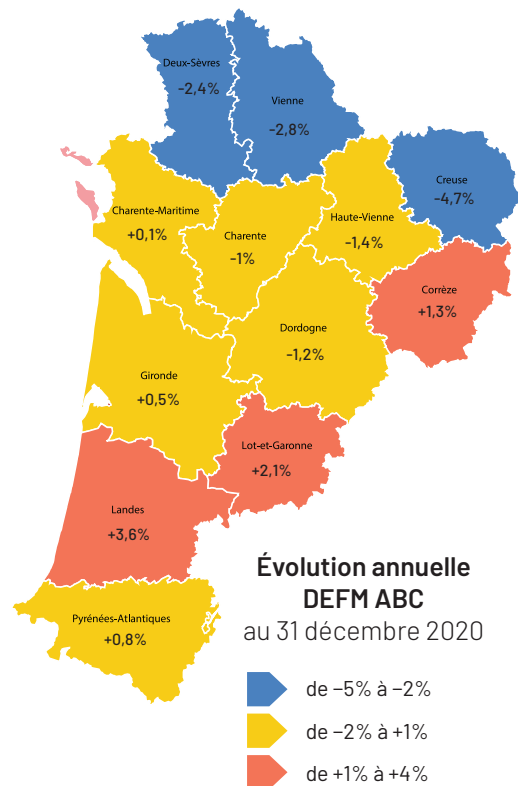
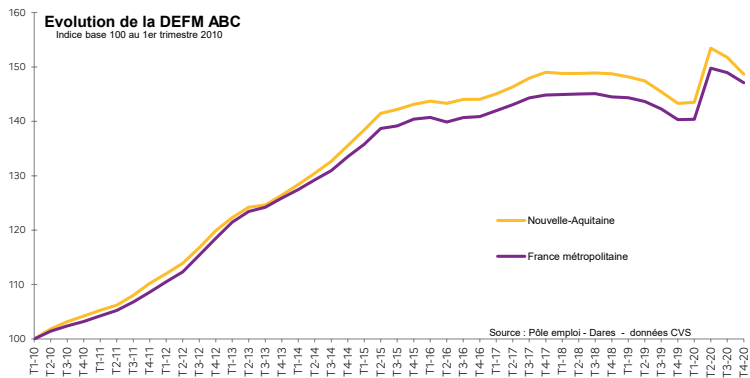
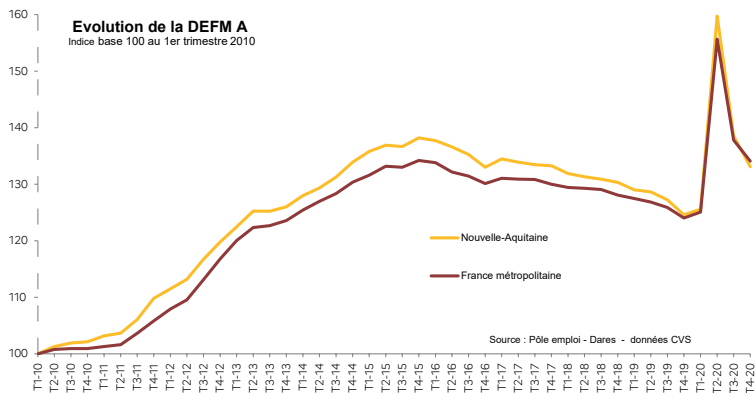
Source : DARES - Pôle Emploi, Données CVS

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne
Catégorie A *	294 100	17 280	33 500	9 930	4 850	20 220	90 830	21 160	16 930	31 460	14 070	17 350	16 520
Évolution sur un an	2,0%	-0,1%	1,4%	4,0%	-7,1%	-0,2%	3,4%	5,1%	2,8%	3,5%	-1,6%	-0,4%	0,5%
Catégorie B	72 310	4 360	8 490	2 520	1 170	4 990	20 990	5 130	4 130	8 210	3 840	4 690	3 790
Évolution sur un an	-2,4%	-0,9%	0,0%	-1,2%	0,0%	-1,2%	-3,7%	-2,5%	-1,0%	-1,8%	-1,8%	-5,6%	-4,8%
Catégorie C	145 450	9 100	17 070	5 070	2 180	8 620	39 920	11 510	9 210	15 660	9 230	10 240	7 640
Évolution sur un an	-2,4%	-2,7%	-2,4%	-2,5%	-1,4%	-3,5%	-3,3%	4,0%	2,2%	-2,7%	-3,9%	-5,3%	-3,5%
Catégorie A, B, C **	511 860	30 740	59 060	17 520	8 200	33 830	151 740	37 800	30 270	55 330	27 140	32 280	27 950
Évolution sur un an	0,1%	-1,0%	0,1%	1,3%	-4,7%	-1,2%	0,5%	3,6%	2,1%	0,8%	-2,4%	-2,8%	-1,4%
Catégorie D	32 280	1 820	3 240	1 130	470	2 020	8 860	2 260	1 760	3 980	1 920	2 570	2 250
Évolution sur un an	9,2%	19,7%	9,8%	-3,4%	4,4%	2,0%	12,4%	11,3%	4,8%	11,5%	3,2%	2,4%	14,8%
Catégorie E	35 780	1 380	3 690	1 480	570	2 610	11 240	3 350	1 960	4 390	1 460	1 860	1 790
Évolution sur un an	-8,4%	-13,8%	-1,1%	-8,1%	-3,4%	-15,0%	-10,2%	-9,9%	-13,3%	-8,2%	1,4%	1,1%	-4,8%
Catégorie A, B, C, D, E	579 920	33 940	65 990	20 130	9 240	38 460	171 840	43 410	33 990	63 700	30 520	36 710	31 990
Évolution sur un an	0,0%	-0,6%	0,4%	0,2%	-4,1%	-2,1%	0,3%	2,8%	1,2%	0,8%	-1,9%	-2,2%	-0,6%

* Demandeurs d'emploi inscrits en moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2020, sans emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

** Demandeurs d'emploi inscrits en moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2020, sans emploi ou ayant exercé une activité réduite, et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

Évolution de la DEFM A et ABC 2010-2020



Source : DARES - Pôle Emploi, Données CVS



DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LE SEXE ET LA TRANCHE D'ÂGE AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2020

Source : DARES - Pôle Emploi, Données CVS

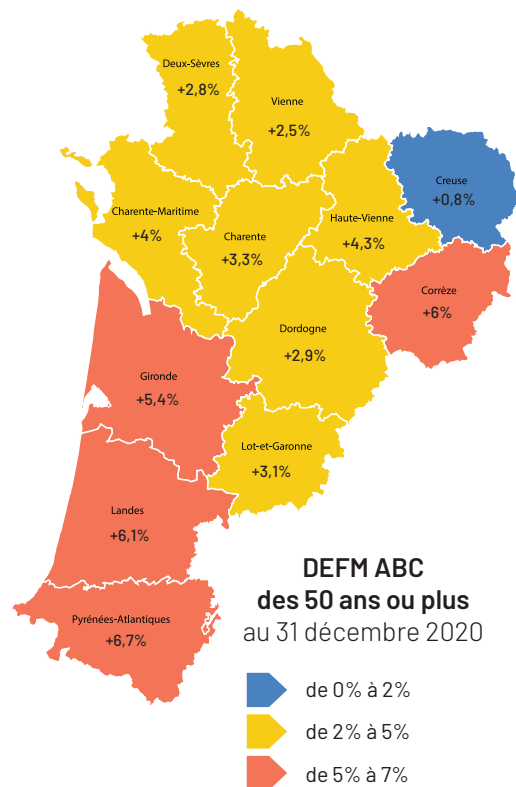
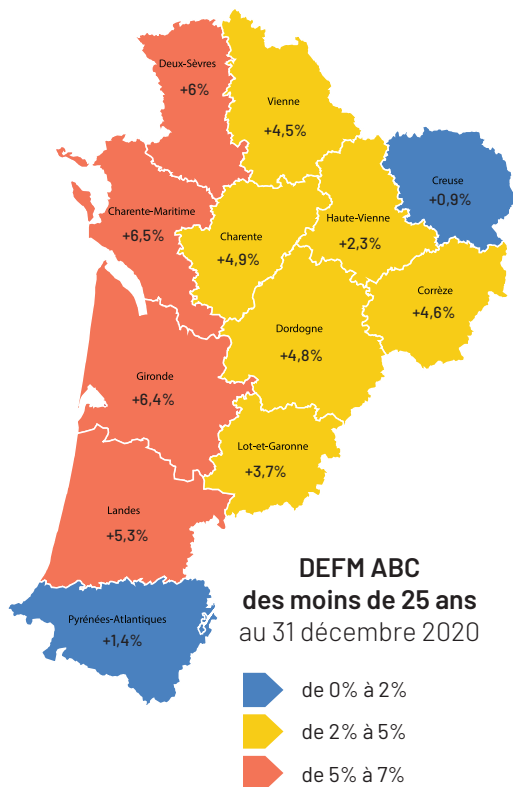
	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne
Demandeurs d'emploi de catégories A*	294 100	17 280	33 500	9 930	4 850	20 220	90 830	21 160	16 930	31 460	14 070	17 350	16 520
dont Femmes	147 080	8 530	16 890	5 120	2 170	9 940	46 150	10 870	8 460	15 890	6 800	8 350	7 910
Evolution sur 1 an	-1,2%	2,6%	4,2%	7,3%	2,8%	2,6%	5,8%	4,4%	3,0%	6,6%	6,8%	6,0%	3,8%
dont Moins de 25 ans	42 270	2 510	4 880	1 400	700	2 750	12 870	2 880	2 380	3 940	2 320	3 060	2 580
Evolution sur 1 an	-0,2%	4,1%	8,0%	6,9%	-1,4%	4,2%	9,0%	5,5%	4,4%	2,9%	6,9%	8,1%	4,5%
dont 50 ans ou plus	82 050	5 030	10 260	3 020	1 580	6 480	22 790	6 210	4 970	9 240	3 820	4 290	4 360
Evolution sur 1 an	-1,1%	4,8%	6,0%	10,6%	1,9%	5,5%	8,9%	9,1%	3,5%	11,7%	4,9%	5,7%	7,4%
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C**	511 860	30 740	59 060	17 520	8 200	33 830	151 740	37 800	30 270	55 330	27 140	32 280	27 950
dont Femmes	274 660	16 440	32 440	9 620	4 180	18 030	81 060	20 880	16 060	29 970	14 510	16 970	14 500
Evolution sur 1 an	0,8%	1,5%	2,5%	3,4%	1,7%	1,5%	2,5%	2,7%	1,1%	2,8%	2,3%	1,5%	1,7%
dont Moins de 25 ans	68 160	4 270	7 920	2 270	1 150	4 370	19 650	4 740	3 950	6 440	4 270	5 120	4 010
Evolution sur 1 an	-0,8%	4,9%	6,5%	4,6%	0,9%	4,8%	6,4%	5,3%	3,7%	1,4%	6,0%	4,5%	2,3%
dont 50 ans ou plus	138 050	8 510	17 420	5 090	2 550	10 320	37 160	10 750	8 680	15 430	7 080	7 800	7 260
Evolution sur 1 an	2,0%	3,3%	4,0%	6,0%	0,8%	2,9%	5,4%	6,1%	3,1%	6,7%	2,8%	2,5%	4,3%
dont demandeurs d'emploi de longue durée***	251 950	16 280	29 950	8 510	4 230	17 100	72 690	18 580	15 460	26 440	13 120	15 570	14 020
Evolution sur 1 an	7,8%	7,4%	8,8%	8,8%	5,8%	9,3%	7,3%	10,0%	8,0%	7,9%	5,6%	5,6%	7,4%
dont ayant de 1 à moins de 2 ans d'ancienneté	108 420	6 520	12 820	3 790	1 730	7 480	31 650	8 150	6 390	11 700	5 640	6 600	5 950
Evolution sur 1 an	10,9%	10,1%	11,9%	13,5%	7,5%	13,9%	10,3%	13,5%	9,4%	11,0%	12,1%	5,9%	11,2%
dont ayant 2 ans d'ancienneté et plus	143 460	9 760	17 080	4 710	2 500	9 630	41 070	10 350	9 090	14 750	7 480	8 980	8 050
Evolution sur 1 an	5,3%	5,6%	6,0%	4,9%	5,5%	5,7%	5,1%	6,5%	6,9%	5,5%	1,4%	5,0%	4,7%

* Demandeurs d'emploi inscrits en moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2020, sans emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

** Demandeurs d'emploi inscrits en moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2020, sans emploi ou ayant exercé une activité réduite, et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

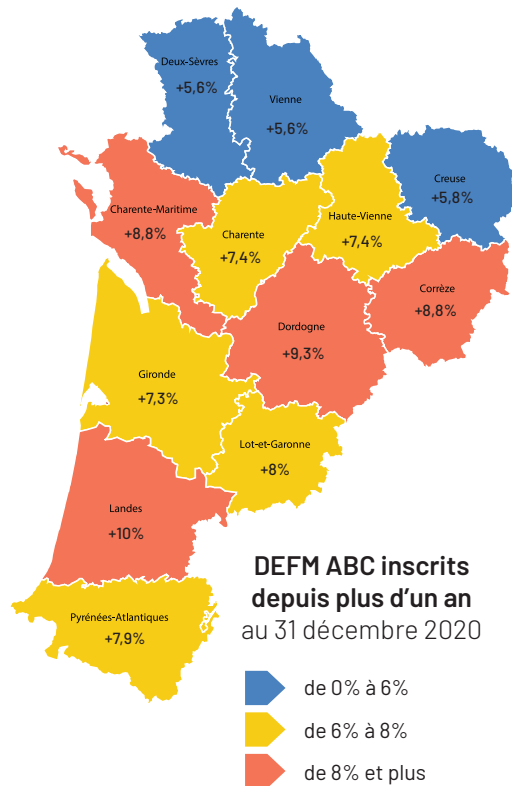
*** Demandeurs d'emploi de longue durée : Demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus

Évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi en 2020





Évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi en 2020



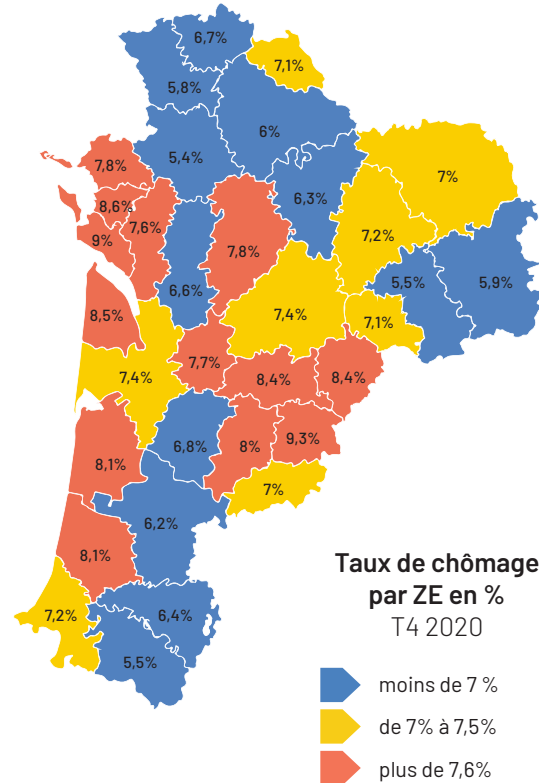
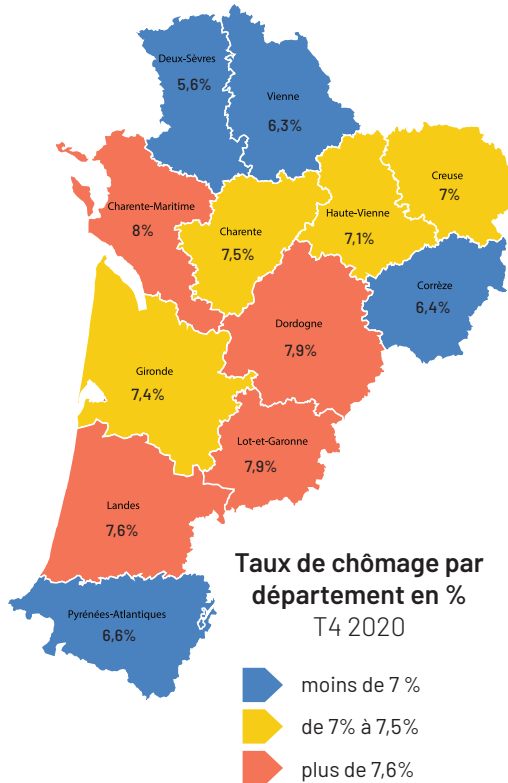
TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉ DEPUIS 2012

Sources : INSEE - Estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Évolution annuelle (en points)
Charente	10,4	10,1	10,4	10,1	9,6	8,6	8,5	7,8	7,5	-0,3
Charente-Maritime	10,4	10,4	11	10,9	10,3	9,1	9	8,2	8	-0,2
Corrèze	8,1	7,8	8,2	8,3	8,1	7,1	7	6,5	6,4	-0,1
Creuse	9,9	9,7	9,8	9,7	9	8,4	8,4	7,6	7	-0,6
Dordogne	10,7	10,6	11,1	10,7	10,4	9,4	9,1	8,2	7,9	-0,3
Gironde	9,8	9,8	10,3	10,1	9,8	8,9	8,4	7,6	7,4	-0,2
Landes	9,3	9,5	9,9	9,7	9,6	8,8	8,5	7,8	7,6	-0,2
Lot-et-Garonne	10,1	9,8	10,3	10,4	10	8,8	8,7	8,1	7,9	-0,2
Pyrénées-Atlantique	8,5	8,4	8,8	8,6	8,2	7,4	7,4	6,7	6,6	-0,1
Deux Sèvres	7,7	7,5	8	7,8	7,8	6,7	6,5	5,8	5,6	-0,2
Vienne	8,2	7,9	8,6	8,4	8,1	7	7	6,4	6,3	-0,1
Haute-Vienne	9,5	9,5	10	10	9,4	8,3	8	7,4	7,1	-0,3
Nouvelle-Aquitaine	9,5	9,4	9,8	9,7	9,3	8,4	8,2	7,4	7,2	-0,2
France Métropolitaine	9,7	9,7	10,1	10	9,7	8,6	8,5	7,8	7,7	-0,1



Taux de chômage localisés au 4^{ème} trimestre 2020



Source : INSEE

DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LE NIVEAU DE FORMATION ET DE QUALIFICATION

Source : DARES - Pôle Emploi, Données brutes

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	520 725	31 136	60 918	17 642	8 260	34 460	154 340	38 770	30 451	56 325	27 459	32 738	28 226
Manœuvres	18 984	1 673	1 891	650	344	1 366	4 650	1 335	2 025	1 130	1 520	1 286	1 114
Ouvriers spécialisés	23 047	1 985	2 267	897	378	1 520	5 306	1 865	2 565	1 841	1 572	1 681	1 170
Ouvriers qualifiés	46 394	3 534	5 343	1 533	1 130	2 845	11 809	3 401	3 070	5 125	2 996	2 962	2 646
Employés non qualifiés	104 084	5 964	12 365	4 277	1 909	7 844	29 338	7 158	6 925	8 513	5 708	7 239	6 844
Employés qualifiés	231 254	13 003	28 618	7 495	3 472	16 174	67 612	18 257	11 876	26 847	11 740	14 428	11 732
Agents de maîtrise, techniciens	41 603	2 293	4 298	1 288	556	1 841	13 928	3 115	1 919	5 656	1 776	2 488	2 445
Cadres	44 593	1 917	4 920	1 106	349	2 190	18 366	2 809	1 422	6 155	1 598	2 072	1 689
Non précisé	10 766	767	1 216	396	122	680	3 331	830	649	1 058	549	582	586
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C de moins de 25 ans	75 592	4 888	4 888	2 580	1 231	4 916	23 908	5 538	4 394	7 792	4 841	5 966	4 650
Bac + 3 ou plus (niveaux 6, 7 et 8)	7 702	428	428	220	65	311	3 063	494	314	956	405	573	445
Bac + 2 (niveau 5)	9 043	567	567	282	132	557	2 786	726	474	1 072	585	709	586
Bac, BTN, BT, BP (niveau 4)	26 689	1 744	1 744	876	504	1 904	8 102	2 004	1 614	2 736	1 687	2 152	1 622
BEP, CAP (niveau 3)	21 406	1 527	1 527	873	409	1 646	5 922	1 590	1 444	1 833	1 562	1 743	1 330
Inférieur au BEP, CAP (niveaux 1 et 2)	3 050	194	194	109	56	187	972	230	234	239	197	216	222
Non précisé	7 702	428	428	220	65	311	3 063	494	314	956	405	573	445



DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Sources : Pôle Emploi

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Demandeurs d'emploi en QPV														
Demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C au 31 décembre 2018 *	35 365	2 857	3 310	997	315	1 255	12 453	1 323	1 921	1 658	1 433	3 684	4 159	750 636
dont demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) **	16 134	1 346	1 564	468	148	607	5 709	586	897	760	635	1 538	1 876	356 220
part des demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) ***	45,6%	47,1%	47,3%	46,9%	47,0%	48,4%	45,8%	44,3%	46,7%	45,8%	44,3%	41,7%	45,1%	47,5%
Demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C au 31 décembre 2019 *	33 005	2 754	3 140	484	253	1 233	11 559	1 203	1 961	1 557	1 351	3 502	4 008	714 532
dont demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) **	14 618	1 229	1 435	210	116	588	5 235	508	799	691	548	1 493	1 766	332 109
part des demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) ***	44,3%	44,6%	45,7%	43,4%	45,8%	47,7%	45,3%	42,2%	40,7%	44,4%	40,6%	42,6%	44,1%	46,5%
Demandeurs d'emploi de catégorie A ****														
demandeurs d'emploi de catégorie A au 31 décembre 2018	22 640	1 961	2 107	632	216	854	7 678	826	1 223	996	945	2 361	2 841	515 356
demandeurs d'emploi de catégorie A au 31 décembre 2019	21 570	1 933	2 026	294	179	812	7 155	738	1 233	955	915	2 235	2 673	493 310

* Demandeurs d'emploi inscrits en moyenne sur le 4ème trimestre 2020, sans emploi ou ayant exercé une activité réduite, et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

** Demandeurs d'emploi de longue durée : Demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus

*** Sur l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi en quartiers de la Politique de la Ville : voir notes

**** Demandeurs d'emploi inscrits en moyenne sur le 4ème trimestre 2020, sans emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi



NOTES ET DÉFINITIONS

POPULATION ACTIVE

La population active comprend les personnes de 15 à 64 ans considérées comme pourvues d'un emploi (salaire ou non salarié) ou comme chômeurs en recherche d'un emploi.

TAUX D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION

Rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans

CHÔMAGE AU SENS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT)

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- › être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence
- › être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours
- › avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

DEMANDEURS D'EMPLOI

La notion de demandeur d'emploi inscrit à Pôle Emploi est une notion différente de celle de chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi et donc ne sont pas demandeurs d'emploi.

DEFM (DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS)

Les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. Ces informations statistiques sont constituées à partir d'extractions mensuelles des fichiers opérationnels de gestion de Pôle emploi, lesquelles permettent de comptabiliser les demandeurs d'emploi, c'est-à-dire les personnes inscrites sur les listes de Pôle emploi, et de construire divers indicateurs, qui portent sur les caractéristiques des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois (leur répartition selon la catégorie d'inscription ou les tranches d'âge, leur ancienneté sur les listes), les flux d'entrées et de sorties des listes. Elles permettent également de dénombrer les offres collectées par Pôle emploi.

Conformément aux recommandations du rapport de septembre 2008 du Conseil national de l'information statistique (CNIS) sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi, la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) et Pôle Emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en fonction des catégories suivantes :

- › Catégorie A : demandeurs d'emploi sans emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.
- › Catégorie B : demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois), tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.



- › Catégorie C : demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois), tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi
- › Catégorie D : demandeurs d'emploi sans emploi, non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie, en contrat de sécurisation professionnelle, ...).
- › Catégorie E : demandeurs d'emploi en emploi, non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise, ...).

TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). Il est calculé par l'INSEE en suivant les normes du Bureau international du travail (B.I.T.), seul concept permettant les comparaisons dans le temps et dans l'espace.

Pour être considérée comme chômeuse au sens du B.I.T., une personne doit satisfaire simultanément aux trois critères suivants :

- › Etre sans travail (ce qui exclut avoir travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence) ;
- › Etre disponible pour travailler, sur un emploi salarié ou non salarié ;
- › Etre à la recherche d'un emploi (ce qui suppose des démarches effectives).

Certaines personnes inscrites à Pôle Emploi ne sont pas considérées comme des chômeurs au sens du B.I.T., soit parce qu'elles exercent une activité réduite, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles, soit

parce qu'elles ne recherchent pas effectivement un emploi.

À l'inverse, certains chômeurs au sens du B.I.T. ne sont pas inscrits à Pôle Emploi, par exemple parce qu'ils n'en ont pas fait la démarche, n'ayant aucun droit à indemnité.

On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec la population active de cette classe d'âge. De la même manière se calculent des taux de chômage par sexe, par région, par nationalité...

Le taux de chômage est calculé en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)) et de Pôle Emploi (chômage répertorié à partir des demandeurs d'emploi en fin de mois) pour la répartition géographique. Ce taux est cohérent avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

TAUX D'EMPLOI

Le taux d'emploi mesure l'utilisation des ressources de main-d'œuvre disponibles. Il est calculé en divisant le nombre d'actifs occupés d'une classe d'âge, par la population en âge de travailler de la même classe d'âge. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans).

Le taux d'emploi des seniors est ici le taux d'emploi des personnes âgées de 50 à 64 ans.

LES DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Les données sur les demandeurs d'emploi au 31 décembre dans les quartiers de la Politique de la Ville sont des données structurelles.

Deux millésimes consécutifs ne doivent pas être utilisés pour mesurer des évolutions. En effet, les données sont géolocalisées à partir d'un référentiel d'adresses qui est en évolution constante, des améliorations étant apportées régulièrement sur la localisation des adresses. Les évolutions entre deux millésimes ne reflètent donc pas uniquement l'évolution réelle des DEFM mais aussi l'évolution du référentiel.

CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Le décret n°2019-14 du 8 janvier 2019 fixe la nouvelle nomenclature des certifications professionnelles. Elle s'aligne sur celle définie par le cadre européen des certifications pour permettre les comparaisons et favoriser les correspondances avec les certifications d'autres pays européens.

- › Niveau 3, anciennement V : CAP, BEP
- › Niveau 4, anciennement IV : Bac (Baccalauréat ou équivalence)
- › Niveau 5, anciennement III : Bac + 2 (DEUG, BTS, DUT, DEUST)
- › Niveau 6, anciennement II : Bac + 3 (licence, licence professionnelle) et Bac + 4 (Maîtrise, master 1)
- › Niveau 7, anciennement I : Bac + 5 (Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, diplôme d'ingénieur)
- › Niveau 8, anciennement I : Bac + 8 (Doctorat, habilitation à diriger des recherches)

Pour en savoir plus : <http://www.travail-emploi.gouv.fr>



POLITIQUE DE L'EMPLOI





PARCOURS EMPLOI - COMPÉTENCES (PEC)

Source : DARES

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Conventions signées en 2020	8 046	548	1 023	230	136	887	2 136	504	306	795	389	559	533	59 776
Nombre de bénéficiaires en 2020	5 975	389	791	174	101	666	1 542	349	213	640	293	412	405	48 511
dont % moins de 26 ans	21,4%	27,2%	18,3%	29,2%	22,0%	22,3%	20,8%	16,1%	24,8%	21,5%	16,2%	28,9%	18,5%	25,5%
dont % 50 ans ou plus	31,0%	24,9%	31,5%	27,0%	36,7%	33,0%	29,1%	42,9%	33,5%	30,7%	32,0%	25,3%	33,6%	27,3%
dont % Demandeurs d'emploi de longue durée	63,0%	63,1%	65,8%	51,9%	68,8%	62,7%	62,8%	69,2%	57,4%	58,9%	68,7%	60,0%	65,6%	62,7%
dont % travailleurs handicapés	18,3%	28,2%	20,5%	13,0%	20,2%	20,4%	16,0%	18,0%	17,8%	17,0%	19,5%	15,9%	16,3%	16,9%

L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES EN 2020

Source : DARES

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Nombre d'entrées totales en PACEA et dans la Garantie Jeunes *	38 320	1 684	4 342	1 839	745	2 513	12 281	1 858	2 335	4 378	2 194	1 938	2 213	
dont Entrées dans la Garantie Jeune	7 188	401	702	464	149	535	2 209	242	432	702	435	355	562	48 511
dont Entrées en PACEA	31 132	1 283	3 640	1 375	596	1 978	10 072	1 616	1 903	3 676	1 759	1 583	1 651	
Évolution des entrées en PACEA entre 2019 et 2020	4,1%	-0,3%	25,5%	-7,3%	-12,1%	-2,0%	4,6%	3,8%	4,6%	1,3%	6,5%	-7,2%	6,0%	
Jeunes en PACEA en fin de mois (stocks)	36 615	1 653	4 050	1 858	753	2 556	11 364	1 913	2 403	3 736	2 075	1 736	2 518	

* Flux cumulés au 31 décembre 2020

AUTRES DISPOSITIFS EN 2020

Source : DARES

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Insertion par l'activité économique *														
Embauches en CDDI ** en ateliers ou chantiers d'insertion	4 060	388	737	164	116	290	530	271	218	297	257	410	382	43 894
Mise à disposition par une association intermédiaire	9 622	1 292	935	133	31	645	2 383	539	285	809	960	1 427	183	74 499
Embauches en CDDI ** en entreprise d'insertion (aide forfaitaire)	1 349	65	166	39	14	74	435	53	162	58	102	67	114	15 052
Mis à disposition par une entreprise de travail temporaire d'insertion	1 832	409	181	0	34	108	349	39	39	88	134	353	98	23 069
Contrat de sécurisation professionnelle														
Nombre de bénéficiaires	5 929	348	554	249	0	325	1 767	366	364	852	331	267	506	67 028
Évolution entre 2019 et 2020	2,7%	-1,7%	8,8%	-3,9%		0,3%	36,1%	9,3%	-9,5%	30,5%	23,0%	-27,2%	31,8%	20,2%

* Nombre de personnes physiques ayant un contrat en cours au 31/12/2020 (stock)

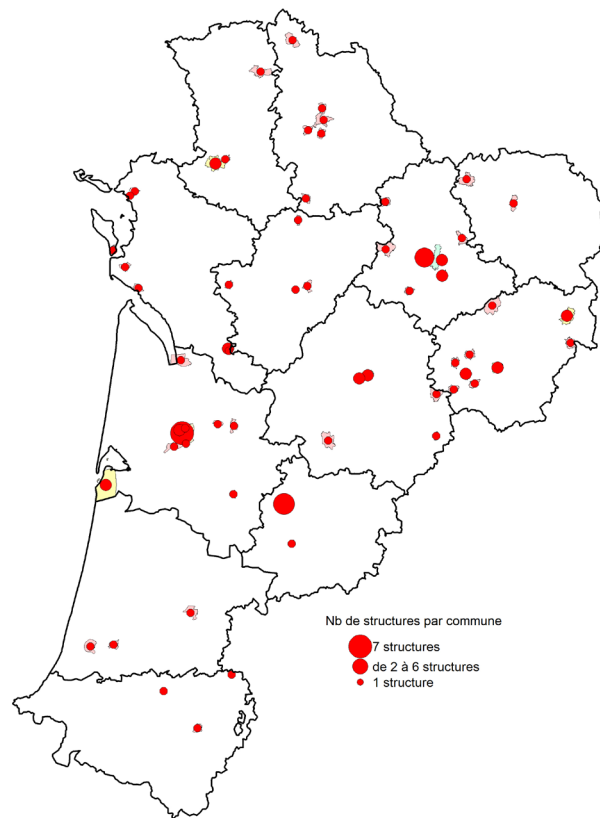
** CDDI = Contrat à durée déterminée (CDD) d'insertion



ENTREPRISES ADAPTÉES

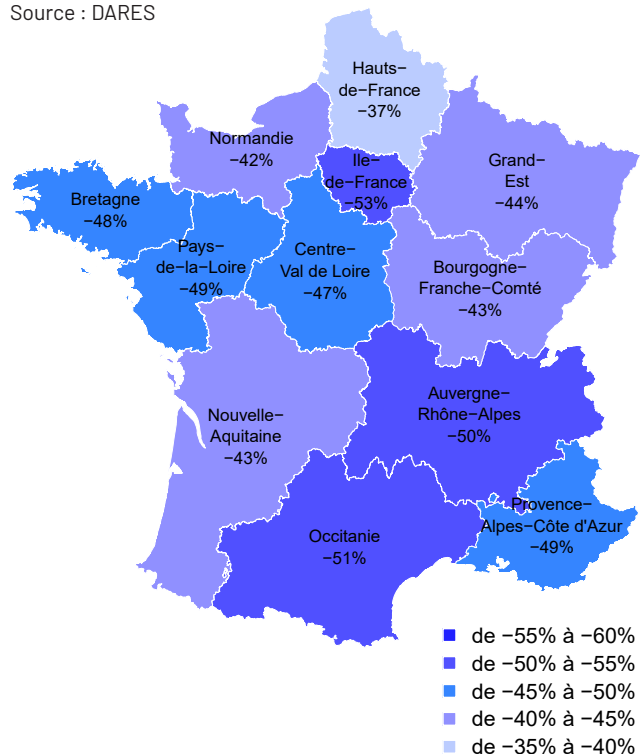
Source : DARES

	Entreprises adaptées	Nombre de salariés handicapés
Charente	4	157
Charente-Maritime	6	184
Corrèze	12	329
Creuse	2	22
Dordogne	5	96
Gironde	18	680
Landes	4	195
Lot-et-Garonne	3	231
Pyrénées-Atlantique	5	92
Deux Sèvres	5	247
Vienne	6	202
Haute-Vienne	13	219
Nouvelle-Aquitaine	83	2 654



EMPLOIS FRANCS ET CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION

Source : DARES



	Emploi Franc	Contrats de professionnalisation	Evol contrat pro 2020/2019
Auvergne-Rhône-Alpes	1 320	13 500	-50%
Bourgogne-Franche-Comté	580	3 807	-43%
Bretagne	388	5 448	-48%
Centre-Val de Loire	766	2 665	-47%
Corse	19	149	-58%
Grand-Est	1 750	6 824	-44%
Guadeloupe	131	348	-52%
Guyane	274	207	-7%
Hauts-de-France	4 021	10 791	-37%
Ile-de-France	5 217	30 966	-53%
La Réunion	1 075	1 607	-63%
Martinique	54	185	-57%
Mayotte	111	23	-18%
Normandie	847	4 893	-42%
Nouvelle-Aquitaine	1 072	8 738	-43%
Occitanie	1 635	8 018	-51%
Pays-de-la-Loire	902	7 624	-49%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 397	6 949	-49%
France métropolitaine	20 914	110 372	
France entière	22 559	112 742	-48%



RÉPARTITION DES HEURES D'ACTIVITÉ PARTIELLE CONSOMMÉES

Source : DARES

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne
L'activité partielle en 2018													
Agriculture	3,5%	0,4%	7,1%	2,7%	0,4%	0,0%	0,4%	6,3%	0,0%	21,4%	1,6%	2,1%	0,6%
Construction	6,9%	2,5%	10,5%	19,3%	9,5%	29,9%	6,1%	6,2%	5,5%	1,2%	14,4%	3,7%	7,1%
Industrie	40,1%	58,1%	37,8%	29,2%	10,3%	31,4%	67,9%	20,4%	48,6%	64,5%	33,6%	15,1%	78,3%
Services	49,5%	39,1%	44,6%	48,8%	79,8%	38,6%	25,5%	67,1%	45,9%	12,9%	50,4%	79,1%	14,0%
L'activité partielle en 2019													
Agriculture	2,2%	0,0%	14,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	5,5%	0,0%	0,0%	8,8%	0,0%	0,0%
Construction	3,2%	3,3%	4,1%	0,0%	0,0%	7,9%	0,0%	7,9%	5,1%	0,0%	14,7%	0,0%	2,5%
Industrie	51,7%	58,6%	44,5%	63,5%	44,6%	54,4%	91,0%	23,3%	67,0%	79,2%	23,2%	16,8%	83,9%
Services	43,0%	38,1%	36,6%	36,5%	55,4%	37,7%	9,0%	63,3%	28,0%	20,8%	53,3%	83,2%	13,6%
L'activité partielle en 2020													
Agriculture	0,8%	0,5%	1,5%	0,5%	1,0%	0,4%	1,0%	1,0%	0,3%	1,2%	0,6%	0,5%	0,2%
Construction	12,1%	13,6%	11,2%	11,2%	11,6%	12,5%	14,9%	12,3%	11,8%	12,9%	11,7%	11,0%	11,0%
Industrie	14,7%	20,2%	12,6%	19,3%	25,3%	23,5%	15,7%	9,0%	19,0%	14,7%	17,6%	15,9%	21,3%
Services	72,5%	65,6%	74,7%	69,0%	62,1%	63,6%	68,4%	77,7%	68,9%	71,2%	70,1%	72,5%	67,4%

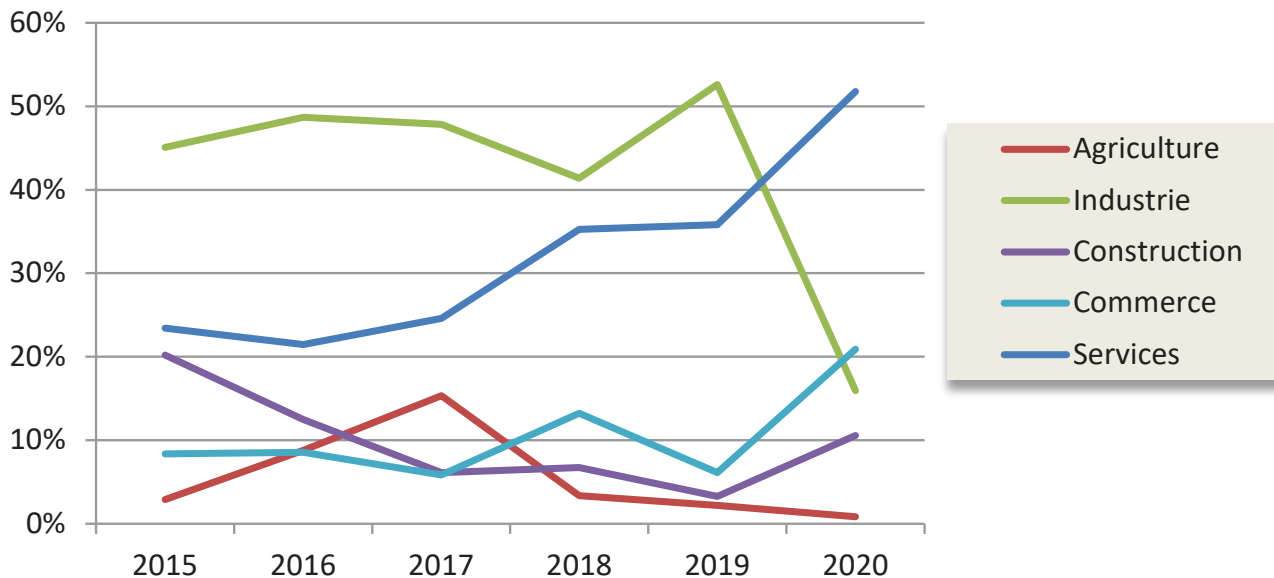
HEURES D'ACTIVITÉ PARTIELLE CONSOMMÉES PAR SECTEUR

Source : DARES

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Activité partielle tous secteurs	1 987 484	2 308 853	2 090 482	941 223	880 335	140 827 180
Agriculture	57 879	203 288	320 163	31 685	19 346	1 154 527
Industrie	896 122	1 123 635	999 757	389 701	463 145	22 441 589
dont dans les Industries agro-alimentaires	48 763	250 938	420 713	35 476	20 588	3 046 804
dont dans le bois-papier	101 655	63 344	33 025	49 688	134 271	1 610 240
dont dans la métallurgie	235 857	274 867	143 673	125 599	86 860	4 353 011
dont dans l'automobile	14 052	13 660	49 384	13 201	7 076	909 084
dont dans l'aéronautique	46 958	56 931	44 590	8 867	8 344	4 045 152
dont dans l'équipement électronique et électrique	122 077	90 441	57 521	33 258	24 860	2 159 994
Construction	401 606	288 740	127 918	63 542	28 771	14 878 363
Commerce	166 503	197 302	121 765	124 461	53 912	29 447 595
Services	465 374	495 888	513 840	331 834	315 161	72 905 106
dont dans l'hôtellerie-restauration	98 937	89 888	110 106	154 970	170 037	28 356 177



Répartition des heures d'activité partielle consommées



Source : DARES



NOTES ET DÉFINITIONS

PARCOURS EMPLOI – COMPÉTENCES (PEC)

Les parcours emploi compétences sont destinés aux publics les plus éloignés du marché du travail. Une attention particulière est accordée à certains publics tels que les travailleurs handicapés ou les résidents des quartiers prioritaires de la ville. L'objectif de durée d'un parcours est de 12 mois et les conventions initiales ne peuvent être inférieures à 9 mois. Le contractant d'un PEC perçoit un revenu, bénéficie d'une expérience professionnelle et le cas échéant de périodes de formation.

Depuis janvier 2018, les contrats aidés sont transformés en parcours emploi compétences et concernent uniquement le secteur non-marchand.

INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE)

Le secteur de l'Insertion par l'Activité Economique a pour objectif de permettre à des personnes en grande difficulté sociale ou professionnelle d'accéder à un emploi, en bénéficiant de conditions d'accueil et d'accompagnement spécifiques. On distingue quatre catégories de dispositifs d'insertion : plutôt positionnés en amont, les chantiers d'insertion et les associations intermédiaires se consacrent en principe aux travailleurs les plus éloignés de l'emploi, alors que situées plus en aval, les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion s'adressent à des travailleurs qui parachèvent leur parcours d'insertion.

LE CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE (CSP)

Le contrat de sécurisation professionnelle généralise à l'ensemble des licenciés économiques des entreprises de moins de 1 000 salariés ou

en liquidation judiciaire, le bénéfice d'un accompagnement renforcé de Pôle Emploi et d'un accès privilégié aux formations qualifiantes. Ils disposent aussi pendant un an d'une allocation de sécurisation professionnelle (ASP) égale à 80 % de l'ancien salaire.

LE PACEA (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie) ET LA GARANTIE JEUNES

Créé par l'article 46 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, qui renove le droit à l'accompagnement des jeunes, le PACEA est le nouveau cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes (de 16 à 25 ans révolus) par les missions locales. Il remplace le CIVIS (Contrat d'insertion dans la vie sociale).

La généralisation de la Garantie jeunes, un accompagnement intensif et collectif d'une durée de douze mois, constitue une modalité spécifique du parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie.

LES ENTREPRISES ADAPTÉES (EA)

Les entreprises adaptées sont des entreprises du milieu ordinaire du travail employant au moins 80 % de travailleurs handicapés en production, lesquels peuvent ainsi exercer une activité professionnelle dans des conditions adaptées à leur handicap.

Le statut du travailleur handicapé qui y est employé est celui d'un salarié de droit commun à part entière. Le contrat de travail peut être à durée déterminée ou indéterminée. Il perçoit un salaire fixé qui tient



compte de l'emploi qu'il occupe et de sa qualification par référence aux dispositions réglementaires ou conventionnelles applicables dans la branche d'activité. Le montant ne peut être inférieur au SMIC.

DISPOSITIF DE L'ACTIVITÉ PARTIELLE

En cas de difficulté, une entreprise peut réduire ou suspendre son activité. Durant cette période, le salarié peut être en situation d'activité partielle et continue de percevoir une rémunération, prise en charge pour partie par l'État. Il peut également bénéficier d'actions de formation.

CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION

Le contrat de professionnalisation est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Il permet l'acquisition, dans le cadre de la formation continue, d'une qualification professionnelle (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle...) reconnue par l'État et/ou la branche professionnelle.

L'objectif est l'insertion ou le retour à l'emploi des jeunes et des adultes.

EMPLOIS FRANCS

À diplôme, âge et parcours équivalents, il est plus difficile d'accéder à un emploi pour les habitants de certains quartiers de la République. L'emploi franc, aide à l'embauche expérimentée par le Gouvernement depuis le 1er avril 2018, puis généralisée au 1er janvier 2020, constitue une réponse concrète et innovante à ces difficultés rencontrées par les résidents des quartiers prioritaires.

LES ZONES D'EMPLOI (ZE)

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Ce zonage est défini à la fois pour la France métropolitaine et les DOM.

Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Il sert de référence pour la diffusion des taux de chômage localisés et des estimations d'emplois. Le découpage actualisé se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés.



CONDITIONS DE TRAVAIL





NÉGOCIATION COLLECTIVE

Source : DARES, Base statistique des accords - Champ Accords et avenants, Traitement DREETS - SESAM (données arrêtées au 18.02.2020)

	2018	Évolution annuelle	Part en %	Dont entreprises de moins de 50 salariés
Épargne salariale	2 372	-6,3%	40,5%	1 729
Durée du travail / repos	976	31,2%	16,7%	413
Salaires / rémunérations	897	-0,4%	15,3%	170
Egalité professionnelle femmes-hommes	468	51,0%	8,0%	46
Droit syndical et représentation du personnel	293	80,9%	5,0%	40
Emploi / GPEC	129	-29,9%	2,2%	11
Prévoyance / protection sociale complémentaire	129	-34,8%	2,2%	34
Conditions de travail	107	-23,6%	1,8%	13
Autres	486	8,5%	8,3%	110
Nombre total de textes signés	5 857	4,2%	100%	2 566

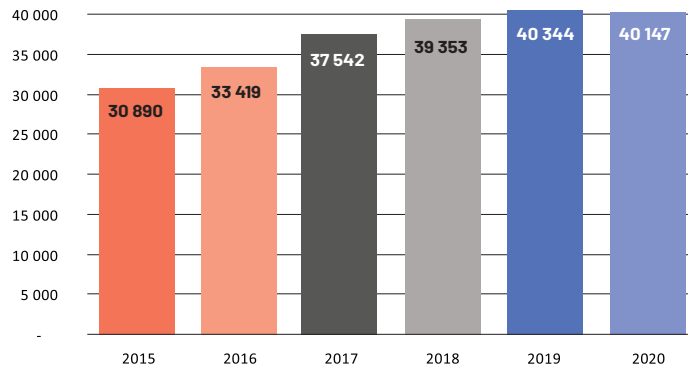
RUPTURES CONVENTIONNELLES INDIVIDUELLES

Source : INSEE - Estimations d'emploi localisées

	2018	Part du département (en %)	2019	Part du départe- ment (en %)	2020	Part du département (en %)	Évolution annuelle 2019-2020 en %
CHARENTE	39 353	100,0%	40 344	100,0%	40 147	100,0%	-4,5%
CHARENTE-MARITIME	2 026	5,1%	2 176	5,4%	2 079	5,2%	-0,6%
CORRÈZE	3 945	10,0%	4 095	10,2%	4 072	10,1%	-0,6%
CREUSE	1 344	3,4%	1 367	3,4%	1 238	3,1%	-9,4%
DORDOGNE	379	1,0%	426	1,1%	423	1,1%	-0,7%
GIRONDE	2 223	5,6%	2 331	5,8%	2 293	5,7%	-1,6%
LANDES	13 759	35,0%	14 329	35,5%	14 466	36,0%	1,0%
LOT-ET-GARONNE	2 629	6,7%	2 709	6,7%	2 968	7,4%	9,6%
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	1 977	5,0%	2 006	5,0%	1 937	4,8%	-3,4%
DEUX-SÈVRES	5 105	13,0%	4 986	12,4%	4 907	12,2%	-1,6%
VIENNE	1 776	4,5%	1 868	4,6%	1 621	4,0%	-13,2%
HAUTE-VIENNE	2 269	5,8%	2 196	5,4%	2 223	5,5%	3,5%
NOUVELLE-AQUITAINE	1 921	4,9%	1 855	4,6%	1 920	4,8%	-0,5%

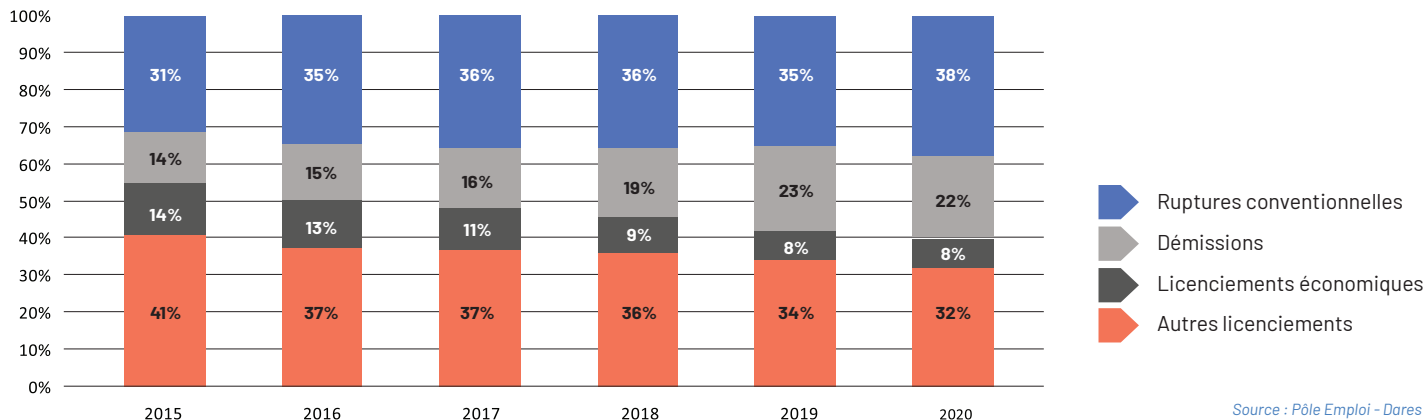


Évolution du nombre de ruptures conventionnelles



Source : Dares, données arrêtées au 02/03/2021

Répartition des quatre principaux motifs d'inscription à Pôle Emploi pour fin de CDI



Source : Pôle Emploi - Dares

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Source : CARSAT Nouvelle-Aquitaine-Centre ouest (Résultats provisoires en cours de consolidation)

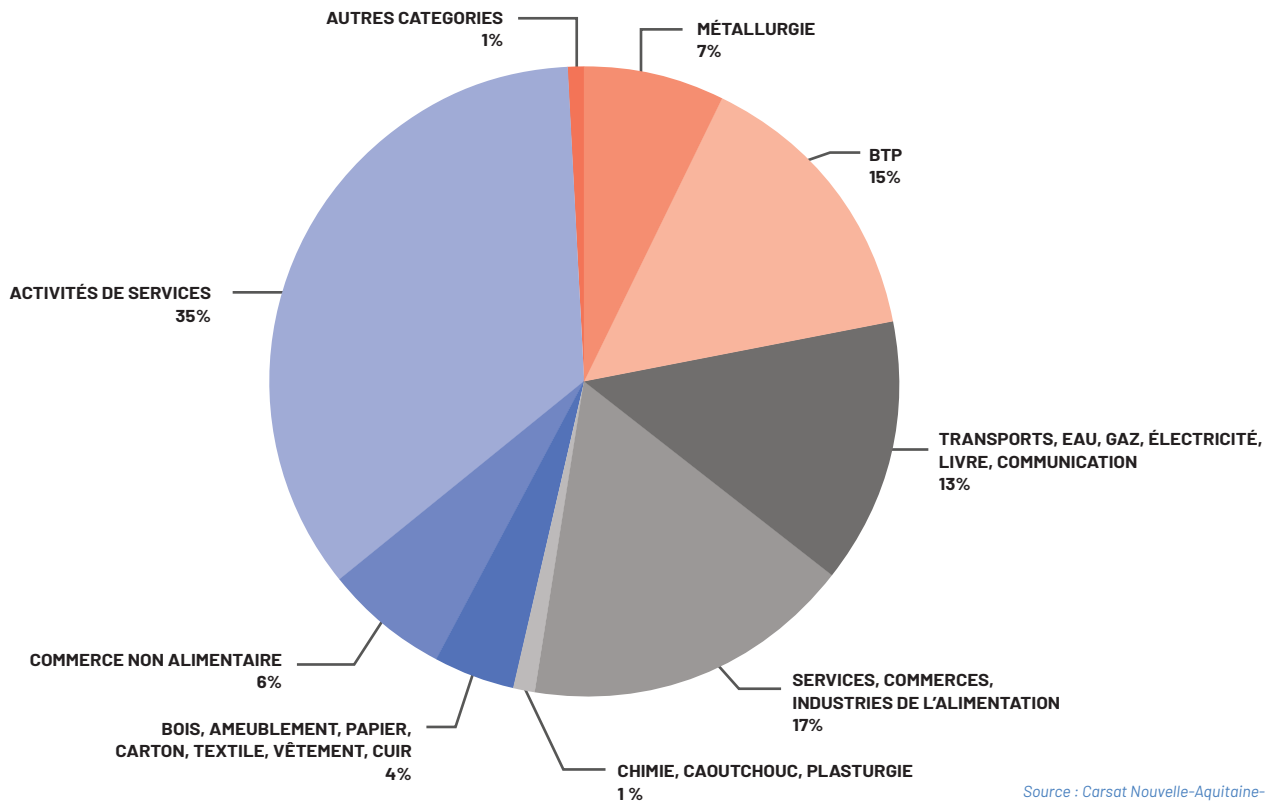
	2018	2019	Evolution 2018-2019
Nombre d'établissements	205 300	210 404	2,5%
Nombre de salariés	1 520 820	1 553 525	2,2%
Nombre d'accidents de travail avec arrêt ou incapacité permanente	61 348	60 405	-1,5%
Nombre d'accidents graves	3 020	3 487	15,5%
Nombre d'accidents mortels	55	74	34,5%
Nombre de journées perdues (pour Incapacité Temporaire)	3 903 992	4 136 262	5,9%
Indice de fréquence des accidents avec arrêt du travail *	40	39	
Accidents de trajet	7 427	7 538	1,5%
dont mortels	19	22	15,8%

* L'indice de fréquence est égal au nombre d'accidents avec arrêt supérieur à 24 H, divisé par le nombre de salariés, multiplié par 1 000



Les accidents du travail par grands secteurs d'activité en Nouvelle-Aquitaine en 2019

(% de l'ensemble des accidents du travail avec arrêt)



Source : Carsat Nouvelle-Aquitaine-Centre ouest

MALADIES PROFESSIONNELLES

Source : CARSAT Nouvelle-Aquitaine-Centre ouest

	2017	2018	2019
Ensemble des maladies professionnelles	4 911	4 548	5 041
dont affections des articulations	85,0%	86,0%	87,0%
dont affections du rachis lombaire provoquées par la manutention manuelle	6,0%	6,0%	5,0%
dont affections professionnelles consécutives à l'inhalation des poussières d'amiante	3,0%	1,0%	2,0%
dont surdités professionnelles	1,0%	1,0%	1,0%
dont affections du rachis lombaire provoquées par les vibrations	1,0%	1,0%	1,0%
dont autres	4,0%	5,0%	4,0%
Accidents de trajet	7 427	7 538	1,5%
dont mortels	19	22	15,8%

PAUVRETÉ PRÉCARITÉ





REVENUS ET INÉGALITÉS DE REVENUS

Sources : DREES ; INSEE - DADS (Salariés au lieu de résidence), Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2018 ; DGFIP ; CNAF ; CNAV ; CCMSA

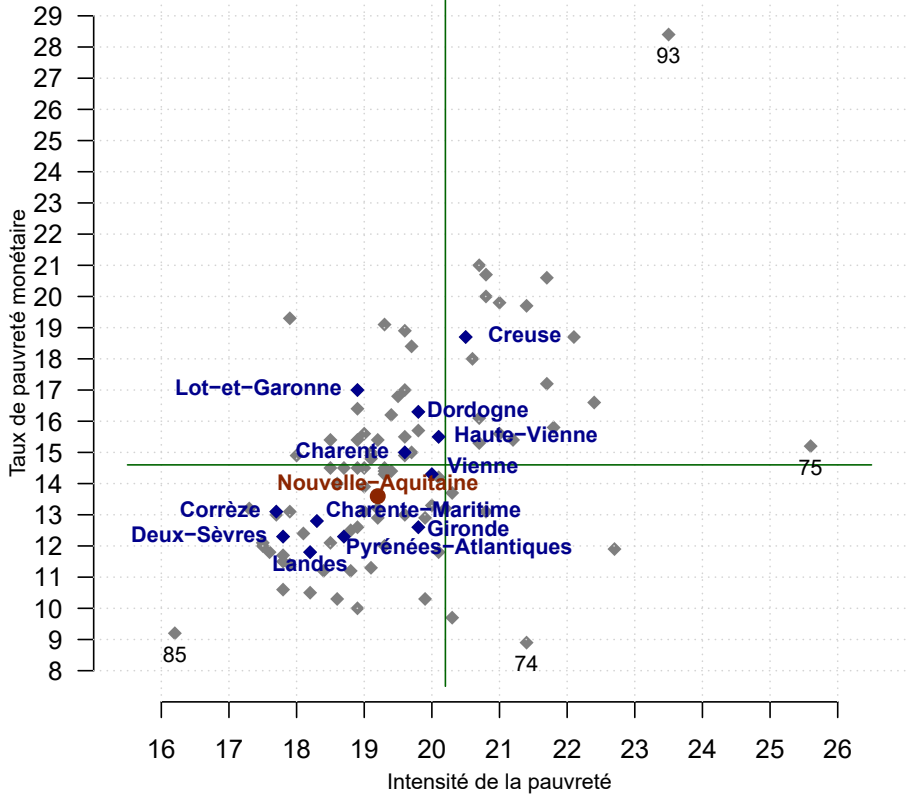
	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Nombre total de ménages fiscaux	2 659 592	157 505	301 322	108 765	55 178	187 480	697 865	185 150	146 118	305 067	162 045	185 857	167 240	27 540 640
Proportion de ménages fiscaux imposés	48,4%	45,0%	48,1%	47,1%	39,6%	42,6%	53,6%	48,4%	42,0%	50,8%	45,1%	46,6%	47,3%	51,7%
Revenu salarial annuel moyen *	20 590	20 250	19 390	19 840	18 110	18 540	22 190	19 270	18 770	21 280	20 710	19 910	20 350	23 160
Femmes	17 680	17 420	16 640	17 250	16 460	16 370	18 830	16 500	16 370	17 760	18 510	17 050	17 920	19 700
Hommes	22 940	22 480	21 660	21 840	19 400	20 290	24 930	21 440	20 780	24 180	22 440	22 190	22 180	25 840
Cadres (y compris les chefs d'entreprise salariés)	40 600	40 300	39 340	37 810	33 480	35 580	41 890	39 420	37 560	42 820	41 000	39 240	38 600	45 580
Professions intermédiaires	23 640	23 820	23 150	23 740	22 260	22 810	24 010	23 380	23 380	24 070	23 610	23 300	23 300	24 570
Employés	14 870	15 040	14 380	14 970	14 610	14 270	15 120	14 520	14 560	15 020	15 820	14 370	15 020	15 240
Ouvriers	16 850	17 410	16 830	16 940	16 120	16 570	16 800	16 730	15 940	17 410	16 660	17 080	16 900	17 310
Niveau de vie annuel médian des ménages (en euros)	21 290	20 640	21 280	20 960	19 380	20 140	22 400	21 360	19 930	21 850	20 840	20 900	20 860	21 730
Rapport interdécile D9/D1	3,1	3,0	3,0	2,9	3,0	3,0	3,3	2,8	3,0	3,1	2,8	3,0	3,1	3,4
Taux de pauvreté monétaire (TPM) des ménages (en %)	13,6	15,0	12,8	13,1	18,7	16,3	12,6	11,8	17,0	12,3	12,3	14,3	15,5	14,6
TPM des ménages dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans	22,7	24,2	20,6	20,3	25,0	24,2	22,0	19,0	23,8	20,7	19,8	27,8	28,7	22,2
TPM des ménages dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus	10,9	12,1	9,5	12,1	17,3	13,5	9,2	9,6	14,3	9,6	11,6	10,9	11,0	9,7
TPM des familles monoparentales (en %)	28,9	32,0	29,0	27,7	32,5	31,8	26,0	27,7	32,8	26,9	29,4	33,0	31,6	29,8
TPM des locataires du parc privé	21,6	24,1	20,4	21,2	30,6	27,0	19,0	19,8	28,8	19,0	22,8	23,7	24,7	22,1
TPM des locataires du parc social	38,1	47,2	38,4	39,9	42,3	43,4	32,4	38,6	41,9	35,1	41,7	45,3	46,3	36,2
Médiane des revenus annuels de la sous-population pauvre (au seuil de 60%)	10 540 €	10 490 €	10 650 €	10 730 €	10 360 €	10 460 €	10 460 €	10 670 €	10 570 €	10 590 €	10 720 €	10 420 €	10 420 €	10 410 €
Intensité de la pauvreté monétaire **	19,2	19,6	18,3	17,7	20,5	19,8	19,8	18,2	18,9	18,7	17,8	20,0	20,1	20,2

* Données au 31 décembre 2017

** Lecture : En Nouvelle-Aquitaine, le niveau de vie médian de la population pauvre est 19,2 % sous le seuil de pauvreté



Départements de France métropolitaine



Pauvreté monétaire et intensité de la pauvreté



RSA ET MINIMA SOCIAUX

Sources : DREES - estimations à partir des données CNAMTS, RSI, CCMSA, CNDSTI, MSA, CNAF, Pôle emploi, FSV ; DREES - enquête auprès des caisses (CNAV, RSI, MSA, CDC, ENIM, SNCF, CAVIMAC) ; INSEE - Estimation de population au 01/01/2020

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31 décembre 2019	146 717	10 669	16 085	3 245	2 619	10 691	41 401	8 240	9 723	14 838	6 701	12 463	10 042	1 707 800
dont RSA majorés, hors RSA jeunes *	11,1%	12,1%	10,4%	14,7%	8,9%	11,1%	10,2%	10,7%	10,8%	9,8%	15,1%	12,6%	12,5%	11,6%
dont RSA non majorés, hors RSA jeunes	88,8%	87,9%	89,5%	85,2%	91,1%	88,9%	89,7%	89,3%	89,2%	90,1%	84,8%	87,3%	87,4%	88,4%
Nombre de RSA jeunes	95	6	13	2	0	9	27	2	2	13	3	6	12	737
Taux de couverture de la population par le RSA total en % (hors RSA jeunes)	4,8	6,3	4,6	2,8	4,4	5,1	4,9	3,7	6,0	4,0	3,8	5,8	5,9	5,2
Allocataires de la prime d'activité au 31 décembre 2019	440 177	26 018	48 564	16 437	8 552	31 596	117 757	29 601	25 177	49 448	25 885	32 972	28 170	4 357 200
dont Prime d'activité majorée	4,7%	5,4%	4,6%	5,0%	3,9%	4,8%	4,6%	4,8%	4,7%	4,3%	4,8%	5,0%	4,8%	4,8%
dont Prime d'activité non majorée	95,3%	94,6%	95,4%	95,0%	96,1%	95,2%	95,4%	95,2%	95,3%	95,7%	95,2%	95,0%	95,2%	95,2%
Taux de couverture de la population par la Prime d'activité en %	13,8	14,4	14,0	13,1	14,2	15,0	13,1	13,3	15,3	12,9	13,8	14,3	14,8	13,2
Bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31 décembre 2019	26 130	1 790	3 250	1 000	720	2 210	6 570	1 720	1 580	2 840	1 410	1 550	1 490	319 900
Taux d'allocation (nombre d'allocataires pour 1000 personnes de 15 à 64 ans)	7,3	8,7	8,8	7,3	11,2	9,5	6,3	7,1	8,3	6,9	6,4	5,8	6,8	8,0
Allocataires ASV et ASPA au 31 décembre 2019 **	53 781	3 491	5 234	2 325	1 667	4 794	12 882	3 272	4 056	6 285	2 633	3 346	3 796	537 780
Taux d'allocation de l'ASV et de l'ASPA (en % des personnes de 60 ans et plus)	2,9	3,0	2,2	2,7	3,7	3,1	3,1	2,4	3,6	2,9	2,3	2,6	3,2	3,1
Bénéficiaires de la CMU complémentaire (CMUC) en 2019	422 935	29 157	43 258	11 361	10 356	30 955	116 977	22 280	28 912	38 596	22 219	36 540	32 324	5 100 065
Proportion de la population totale bénéficiaire de la CMU complémentaire	7,0%	8,3%	6,6%	4,7%	9,0%	7,5%	7,1%	5,4%	8,7%	5,6%	5,9%	8,3%	8,7%	7,8%

Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence

* Majoration lorsqu'il y a une situation d'isolement avec enfant(s) à charge. Les bénéficiaires du RSA Jeunes sont intégrés aux effectifs du RSA non majoré

** ASV = Allocation supplémentaire vieillesse ; ASPA = Allocation de solidarité aux personnes âgées

INCLUSION BANCAIRE

Source : Banque de France - Enquête Typologie

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Dossiers de surendettement déposés														
2008	17 583	1 207	1 617	802	477	1 288	4 009	1 084	1 307	2 041	1 139	1 243	1 369	188 485
2018	16 233	986	1 847	615	421	1 218	4 241	1 118	1 165	1 478	976	1 155	1 013	162 936
2019	14 141	881	1 617	594	406	1 022	3 529	866	1 092	1 332	900	1 021	881	143 080
Dossiers de surendettement jugés recevables														
2008	14 432	1 050	1 349	684	403	1 106	2 974	937	1 145	1 628	956	1 080	1 120	161 033
2018	14 521	855	1 463	534	397	1 155	3 884	1 026	1 071	1 285	892	1 007	952	147 853
2019	13 337	813	1 572	559	379	929	3 345	834	1 045	1 258	826	921	856	134 727
Part des dossiers de surendettement jugés recevables														
2008	82,1%	87,0%	83,4%	85,3%	84,5%	85,9%	74,2%	86,4%	87,6%	79,8%	83,9%	86,9%	81,8%	85,4%
2018	89,5%	86,7%	79,2%	86,8%	94,3%	94,8%	91,6%	91,8%	91,9%	86,9%	91,4%	87,2%	94,0%	90,7%
2019	94,3%	92,3%	97,2%	94,1%	93,3%	90,9%	94,8%	96,3%	95,7%	94,4%	91,8%	90,2%	97,2%	94,2%



PRÉCARITÉ-LOGEMENT

Sources : Ministère de la justice (SG/SEM/SDSE) - Répertoire général civil ; INSEE - Recensement de la population 2016 ; DREES - Indicateurs sociaux départementaux et Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale (2013-2017)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Taux de sur-occupation des logements *	6,0	3,5	5,2	3,7	3,0	3,6	9,3	3,4	4,3	5,9	3,0	7,9	6,9	9,6
Décisions d'expulsions locatives en 2018	8 264	511	942	331	81	436	2 740	578	389	766	425	514	551	116 020
Expulsions "fermes"	5 591	303	669	254	56	271	1 765	382	317	567	345	358	304	72 464
Expulsions "conditionnelles"	2 673	208	273	77	25	165	975	196	72	199	80	156	247	43 556
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages **	8,5	10,1	9,4	10,0	5,7	7,8	8,9	9,9	7,8	6,7	8,6	7,0	8,5	10,2
Dettes de surendettement relatives à des impayés d'énergie en 2019														
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	5 286	324	560	237	178	390	1 257	316	477	487	389	359	313	52 396
Proportion des dossiers avec impayés d'énergie ***	39,6%	39,9%	35,6%	42,4%	47,1%	42,0%	37,5%	37,9%	45,6%	38,7%	47,0%	38,9%	36,6%	38,9%
Proportion des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes	1,1%	1,1%	1,0%	1,2%	1,7%	1,2%	1,0%	0,8%	1,5%	1,0%	1,5%	0,8%	0,9%	1,0%

* Un logement est considéré comme sur-occupé si les occupants bénéficient de moins de 16 m² pour la première personne et moins de 11 m² pour les suivantes.

** Ménages au recensement de la population 2017

*** Proportion des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement

HÉBERGEMENT ET LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

Sources : DREES - FINESS ; INSEE - Estimations de population au 1er janvier 2020 ;
DREETS - Données au 31 décembre 2020 ; DGCS

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Hébergement social														
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)	2 947	265	431	94	31	193	617	98	181	345	164	345	183	43 280
Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA)	4 209	280	528	182	50	291	1 058	271	251	516	240	268	274	40 860
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale (hors CHRS)	1 753	44	179	51	25	66	681	80	25	212	57	125	208	44 015
Centres provisoires d'hébergement	520	0	50	0	40	50	120	0	0	110	50	50	50	7 515
Logement accompagné														
Maisons relais - Pensions de famille	1 701	62	177	39	28	215	247	123	242	229	63	186	90	17 317
Autres résidences Sociales hors FJT	3 265	76	294	0	95	0	1 725	245	40	64	169	334	223	99 175
FJT - Foyers de jeunes travailleurs *	3 308	95	256	168	147	155	1 037	55	305	574	209	170	137	48 973
FTM - Foyers de travailleurs migrants **	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 166
Nombre de places d'hébergement ***														
dont urgences	2 067	95	198	60	27	82	815	100	30	221	76	188	175	46 891
dont stabilisation	334	30	35	9	0	21	132	8	29	0	36	26	8	7 860
dont insertion	2 203	184	290	76	29	195	367	70	147	336	94	260	155	33 468
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans	1,6	1,9	1,8	1,4	1,1	1,7	1,6	0,9	1,4	1,7	1,2	2,3	2,0	2,7

* Conventionnés ou non en résidence sociale : pour respecter la nomenclature FINESS, les FJT comptabilisés ici sont à la fois FJT stricto sensu, et FJT avec agrément Résidence Sociale.

** Conventionnés ou non en résidence sociale

*** Places en CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale



RECOURS AU DROIT AU LOGEMENT (DALO) EN 2019

Source : infocentre DALO (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Nombre de recours "logement" reçus	2 628	34	193	23	0	55	1 638	101	28	411	9	94	42	98 126
Recours non examinés	33	0	1	0	0	2	0	24	1	2	1	1	1	1 260
Recours "logement" avec décision	2 595	34	192	23	0	53	1 638	77	27	409	8	93	41	96 866
dont favorables logement (prioritaires et urgents)	728	22	50	9	0	39	379	41	15	98	4	51	20	33 121
dont rejets (explicites)	1 571	7	107	9	0	12	1 110	21	5	263	2	25	10	57 047
dont sans objet	201	4	8	5	0	2	113	12	6	27	1	12	11	4 897
dont réorientation recours logement vers hébergement	95	1	27	0	0	0	36	3	1	21	1	5	0	1 801
Nombre de recours "hébergement" reçus	165	1	24	0	0	0	98	0	0	6	0	2	34	9 873
Recours non examinés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25
Recours "hébergement" avec décision	165	1	24	0	0	0	98	0	0	6	0	2	34	9 848
dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	71	1	16	0	0	0	46	0	0	4	0	1	3	5 835
dont rejets (explicites)	88	0	7	0	0	0	52	0	0	1	0	1	27	3 377
dont sans objet	6	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	4	531
dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	95	1	27	0	0	0	36	3	1	21	1	5	0	1 801
Nombre de recours reçus	2 793	35	217	23	0	55	1 736	101	28	417	9	96	76	107 999
Recours non examinés	33	0	1	0	0	2	0	24	1	2	1	1	1	1 285
Recours "hébergement" avec décision	2 760	35	216	23	0	53	1 736	77	27	415	8	95	75	106 714
dont favorables *	894	24	93	9	0	39	461	44	16	123	5	57	23	40 757
dont rejets (explicites)	1 659	7	114	9	0	12	1 162	21	5	264	2	26	37	60 424
dont sans objet	207	4	9	5	0	2	113	12	6	28	1	12	15	5 428

* Dans la synthèse, les décisions favorables correspondent à la somme des décisions favorables logement, des décisions favorables hébergement et des réorientations des recours logement vers l'hébergement



NOTES ET DÉFINITIONS

REVENU DISPONIBLE D'UN MÉNAGE

C'est la somme de toutes les ressources des différentes personnes composant le ménage : revenus d'activité (salaires nets, bénéfices...), de remplacement (allocations chômage, retraites...), du patrimoine et prestations reçues (prestations familiales, aides au logement, minima sociaux) ; total duquel on déduit les impôts directs payés par le ménage (impôt sur le revenu, taxe d'habitation) ainsi que les prélèvements sociaux : contribution sociale généralisée (CSG), contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

REVENU SALARIAL ANNUEL MOYEN

Le revenu salarial correspond à la somme de tous les salaires perçus par un individu au cours d'une année donnée, nets de toutes cotisations sociales, y compris contribution sociale généralisée (CSG) et contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Par définition, le revenu salarial n'intègre pas les revenus des activités non salariées, dont un salarié peut éventuellement bénéficier (par exemple le cas d'un médecin exerçant à la fois comme salarié à l'hôpital et dans un cabinet privé), ni les revenus de transfert, même ceux déterminés par l'activité (comme la prime pour l'emploi) ou assurantiels (comme les allocations de chômage).

Le revenu salarial moyen se calcule en divisant le cumul des salaires de tous les postes des salariés, y compris les indemnités de chômage, par le nombre de salariés.

Pour passer du revenu salarial d'un individu au revenu disponible d'un ménage, il faut agréger l'ensemble des revenus des différents membres

du ménage (y compris les revenus d'une éventuelle activité non salariée, et les revenus du patrimoine) et prendre en compte l'ensemble des transferts sociaux (minima sociaux, prestations familiales, aides au logement) nets des prélèvements (comme l'impôt sur le revenu).

DSN (DÉCLARATIONS SOCIALES NOMINATIVES)

La DSN (déclarations sociales nominatives) est un fichier mensuel destiné à communiquer les informations nécessaires à la gestion de la protection sociale des salariés aux organismes et administrations concernées. Il permet de remplacer l'ensemble des déclarations périodiques ou événementielles et diverses formalités administratives adressées jusqu'à aujourd'hui par les employeurs à une diversité d'acteurs (CPAM, URSSAF, AGIRCARRCO, Organismes complémentaires, Pôle emploi, Centre des impôts, Caisses régimes spéciaux, etc.).

Depuis le 1er janvier 2019, la déclaration sociale nominative (DSN) remplace la déclaration annuelle de données sociales unifiée (DADS-U) pour la plupart des entreprises.

NIVEAU DE VIE - NIVEAU DE VIE MÉDIAN

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de «l'OCDE modifiée» qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans. Le niveau de vie médian est la valeur qui partage cette distribution en deux parties égales.



RAPPORT INTER-DÉCILE D9/D1

Rapport entre les niveaux de vie médian des 10% des ménages ayant le revenu le plus important et les 10% des ménages ayant le revenu le moins important.

SEUIL DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE

Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté ; lequel est considéré ici comme étant égal à 60 % de la médiane des niveaux de vie de l'ensemble de la population. C'est le seuil utilisé couramment par Eurostat et la plupart des pays européens.

En 2018 en Nouvelle-Aquitaine, ce seuil s'établissait à 1064€ par mois pour les ménages d'une seule personne.

TAUX DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté.

INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ MONÉTAIRE

L'intensité de la pauvreté monétaire est l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté – niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté.

Cet indicateur permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres sera très inférieur au seuil de pauvreté.

REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

Le RSA est une aide destinée à assurer un revenu minimum aux personnes sans ressources, ou à compléter les ressources des personnes dont l'activité professionnelle n'apporte que des revenus limités.

Il est versé sans limitation de durée, tant que le bénéficiaire continue à remplir les conditions, et son montant peut varier si la situation familiale ou les ressources du foyer évoluent.

Les jeunes de moins de 25 ans justifiant de deux ans d'activité en équivalent temps plein au cours des trois dernières années peuvent en bénéficier (RSA Jeunes). Ils sont intégrés aux effectifs du RSA non majoré ; ils ne sont pas inclus dans le calcul de la population couverte.

Le revenu garanti est un montant forfaitaire, qui varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge.


Un RSA majoré est attribué, sous certaines conditions, aux personnes élevant seules de jeunes enfants.

La population dite « couverte par le RSA », est l'allocataire, son conjoint, et les autres personnes à charge du ménage.

Attention, suite à une rupture de série due à une amélioration du système de production statistique de la CNAF sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

PRIME D'ACTIVITÉ

La prime d'activité, créée le 1er janvier 2016, remplace depuis cette date, la prime pour l'emploi (PPE) et le RSA activité. Elle est un complément de revenu mensuel versé, sous condition de ressources, aux actifs de plus de 18 ans. La demande de cette prestation sociale



se fait auprès de la CAF ou de la MSA, aux personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- › Avoir la nationalité française ou remplir les conditions de séjour (pour les ressortissants de l'Union Européenne) ou disposer d'une carte de résident ou d'un titre de séjour avec une autorisation de travail (pour les étrangers hors Union-Européenne)
- › Résider en France
- › Être majeur
- › Être salarié ou travailleur indépendant. Les étudiants salariés et les apprentis de plus de 18 ans doivent percevoir durant au moins trois mois, un salaire minimum de 78 % du SMIC net par mois
- › Avoir un salaire net par mois n'excédant pas une fois et demi le SMIC (pour une personne seule sans enfant)

La prime d'activité est majorée pour les femmes enceintes, ou pour les parents isolés avec un ou plusieurs enfants à charge.

ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE (ASS)

Instituée en 1984, l'allocation de solidarité spécifique est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix années précédant la rupture de leur contrat de travail.

ALLOCATIONS AUX PERSONNES ÂGÉES

L'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est une prestation mensuelle versée par la Carsat ou la MSA, aux retraités à partir de 65 ans (60 ans en cas d'inaptitude au travail) ayant de faibles ressources et vivant en France. Elle a remplacé l'allocation

supplémentaire vieillesse (ASV) en 2007. Son montant dépend des ressources et de la situation familiale et garantit aux personnes âgées un revenu minimum égal au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS).

PROTECTION UNIVERSELLE MALADIE (PUMA)

La Protection Universelle Maladie remplace la CMU de base (couverture universelle maladie) depuis le 1er janvier 2016.

Elle assure aux personnes qui exercent une activité professionnelle en France, ou qui résident en France de façon stable et régulière, la prise en charge de leurs frais de santé en cas de maladie ou de maternité, à titre personnel, et de manière continue tout au long de la vie, sans rupture de leurs droits en cas de changement dans leur vie personnelle (mariage, divorce, décès) ou professionnelle (chômage, changement de statut, en activité ou non).

Toute personne majeure sans activité professionnelle est assurée à la PUMA à titre personnel.

COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE COMPLÉMENTAIRE (CMU-C)

Depuis le 1er novembre 2019, la CMU-C (couverture maladie universelle complémentaire) et l'ACS (aide au paiement d'une complémentaire santé) ont été remplacées par la Complémentaire santé solidaire (CSS).

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ SOLIDAIRE (CSS)

La CSS est une complémentaire santé (mutuelle) sans participation financière pour les personnes dont les revenus sont inférieurs aux seuils de ressources de la CMU-C, ou avec une faible participation



financière aux anciens bénéficiaires de l'ACS).

Comme la CMU-C, il s'agit d'une protection complémentaire santé gratuite, accordée aux personnes qui résident en France de façon régulière et stable et ont des ressources inférieures à un plafond. Elle est accordée pour un an.

La CSS, comme la CMU-C, donnent droit à la prise en charge gratuite de la part complémentaire des dépenses de santé (y compris à l'hôpital) à hauteur de 100 % des tarifs de la sécurité sociale. Elles incluent des forfaits de prise en charge pour les soins dentaires, lunettes, prothèses auditives, etc. Elles offrent une dispense d'avance des frais des dépenses de santé ; les professionnels de santé ont l'obligation de respecter les tarifs reconnus par la sécurité sociale.

LOGEMENTS SUR-OCCUPÉS

Le concept de sur-occupation repose sur la composition du ménage et le nombre de pièces du logement. Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur :

- › une pièce de séjour pour le ménage,
- › une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,
- › une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus,
- › une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, ou une pièce par enfant de moins de 19 ans.

Les logements constitués d'une pièce unique sont considérés comme sur-occupés.

A l'inverse un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'il y a au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus.

INCLUSION BANCAIRE

On appelle inclusion bancaire, la possibilité pour une personne physique d'accéder durablement à des produits et services bancaires adaptés à ses besoins non professionnels et de les utiliser

Elle participe au processus d'inclusion dans la vie économique et sociale.

L'inclusion bancaire des particuliers se caractérise par le « droit au compte », l'accès aux services bancaires de base, la prévention du surendettement et le microcrédit.

LES CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'Action Sociale et des Familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Leur autorisation est délivrée par le préfet après validation d'une commission d'appel à projet. Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.



LES CENTRES D'ACCUEIL POUR DEMANDEURS D'ASILE

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'Action Sociale et des Familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

LES CENTRES D'ACCUEIL NON CONVENTIONNÉS

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont conventionnés ni au titre de l'aide sociale de l'État, ni au titre de l'aide sociale départementale. Ils sont financés par subventions.

LES CENTRES PROVISOIRES D'HÉBERGEMENT

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres destinés aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

LES MAISONS RELAIS

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée de personnes dont la situation sociale et psychique rend difficile l'accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources, dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, dont

l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme.

Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privatifs et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant.

Les résidences accueil constituent une forme de maisons relais dédiées aux personnes souffrant de troubles psychiques, où interviennent des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social.

LES RÉSIDENCES SOCIALES

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logement-foyer offrant à des personnes une solution de logement temporaire avant d'accéder à un logement de droit commun. Elles comportent à la fois des locaux privatifs meublés et des locaux affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, étudiants, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).



FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'Action Sociale et des Familles, habilités à accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

FOYER DE TRAVAILLEURS MIGRANTS

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de séjour ou de sous-location.

Ces établissements sont tous progressivement transformés en résidences sociales.

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE (LOI DALO)

La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.

Pour en savoir plus :
<http://www.logement.gouv.fr>.

Pour en savoir plus :
<http://www.drees.sante.gouv.fr>
<http://www.insee.fr>



ACTION SOCIALE





PLACES D'ACCUEIL DES ENFANTS D'ÂGE PRÉ-SCOLAIRE, AGRÉÉES PAR LA PROTECTION MATERNELLE INFANTILE (PMI)

Sources : DREES - Enquête Aide Sociale 2018 (volet PMI), Indicateurs sociaux départementaux ; IRCEM ; MENJS-DEPP - Constat 1er degré de rentrée 2018

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Places agréées en accueil collectif au 31 décembre 2018	25 182	1 227	1 938	842	254	1 274	8 909	1 255	1 537	3 532	1 222	1 515	1 677	384 370
Crèches collectives (y compris parentales)	509	90	0	0	0	0	191	0	68	0	160	0	0	74 220
Haltes garderies	676	73	146	0	8	0	156	59	105	0	99	30	0	14 092
Jardins d'enfants	97	0	0	0	0	0	0	14	0	69	14	0	0	7 305
Jardins d'éveil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Multi-accueil	23 900	1 064	1 792	842	246	1 274	8 562	1 182	1 364	3 463	949	1 485	1 677	288 753
Taux d'équipement en accueil collectif *	15,7	13,7	12,5	14,7	10,3	13,9	18,0	12,2	17,3	19,6	11,6	12,6	17,0	18,8
Places en crèches familiales	4 248	357	173	299	31	141	1 984	236	150	616	30	107	124	40 303
Proportion d'enfants de deux ans scolarisés lors de la rentrée 2018-2019	8,9%	15,6%	6,3%	18,9%	17,8%	12,6%	5,3%	6,9%	12,6%	12,2%	9,5%	7,8%	7,3%	10,8%
Personnes salariées employées par des particuliers (au 2nd trimestre 2018)														
Assistantes maternelles	25 027	1 437	2 976	709	393	1 289	7 266	1 717	1 093	2 386	1 983	2 288	1 490	282 133
Garde d'enfants à domicile	4 712	196	433	105	48	205	1 977	282	157	521	245	296	247	89 383

* Nombre de places agréées par la PMI pour 100 enfants nés au cours des 3 dernières années (remarque : les jardins d'enfants qui accueillent essentiellement des enfants de 3 à 6 ans, sont exclus du calcul)



FOND D'AIDE À LA JEUNESSE (FAJ), SERVICE CIVIQUE, MISSIONS LOCALES, PAIO

Sources : DREES - Enquête FAJ 2015 ; DARES - IMILO ; DJEPVA - Agence du Service Civique (Base ELISA - ASP, traitements INJEP, MEDES) ; INSEE - Estimations de population au 01/01/2019 (résultats provisoires arrêtés début 2019)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
FAJ en 2015 *														
Budget FAJ	3 537 424 €	378 837 €	428 926 €	131 623 €	55 000 €	186 000 €	680 000 €	221 347 €	203 166 €	506 374 €	197 023 €	253 300 €	295 827 €	nd
Montant des aides individuelles attribuées	2 376 434 €	230 866 €	230 384 €	33 718 €	32 951 €	93 914 €	580 800 €	196 993 €	113 447 €	493 638 €	71 678 €	127 703 €	170 341 €	nd
Nombre d'aides individuelles attribuées **	15 884	4 971	882	85	231	590	2 349	599	687	2 440	657	947	1 446	nd
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée	150 €	46 €	261 €	397 €	143 €	159 €	247 €	329 €	165 €	202 €	109 €	135 €	118 €	nd
Nombre de bénéficiaires du FAJ	nd	1260	607	nd	153	nd	1 687	566	389	1 316	608	593	1 438	nd
Entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique en 2019 ***	7 295	411	627	245	109	481	2 183	422	424	777	396	711	509	73 633
Jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO en 2019 ****	38 560	2 012	4 302	1 920	558	2 600	11 291	2 143	2 282	3 626	2 638	3 058	2 130	394 650
Taux de premier recours à une Mission Locale ou à une PAIO (en %) en 2018 *****	6,0	6,0	7,1	8,5	6,0	7,7	5,4	6,1	7,5	5,3	7,5	5,3	5,0	5,3

* 2015 est le dernier millésime de l'enquête FAJ

** Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

*** Départements de résidence des volontaires, et non de leur mission

**** PAIO = Permanences d'accueils, d'information et d'orientation. Données au 06/01/2020 sur les dossiers complets, justifiés et archivés

***** Proportion des jeunes de 16 à 25 ans accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO



AIDE SOCIALE À L'ENFANCE (ASE)

Places dans les établissements de la protection de l'enfance

Sources : DREES - FINES, Enquête Aide sociale, Indicateurs sociaux départementaux (ISD) ; DREETS ; INSEE – Estimations de population 2020

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Septres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Places dans les établissements de la protection de l'enfance au 31 décembre 2019	6 683	351	586	166	114	669	1 613	309	502	1 089	413	584	287	79 463
Établissements d'accueil mère-enfant	307	0	7	0	0	0	149	64	18	17	9	20	23	5 273
Pouponnières à caractère social	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	827
Foyers de l'enfance	900	130	121	30	30	60	187	44	48	42	83	73	52	11 567
Maisons d'enfants à caractère social (MECS)	4 613	181	310	124	23	580	1 219	176	347	968	186	354	145	55 877
Lieux de vie et d'accueil	735	40	80	12	61	29	58	25	89	62	135	89	55	2 885
Villages d'enfants	116	0	68	0	0	0	0	0	0	0	0	48	0	1 625
Structures intermédiaires de placement social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 409
Nombre de places pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	5,1	4,9	4,5	3,4	5,5	8,6	4,2	3,6	7,1	7,5	4,8	5,7	3,6	5,1
Places en centres de placement familial socio éducatif	1 706	191	21	344	0	0	283	113	67	121	0	0	566	12 097



AIDE SOCIALE À L'ENFANCE (ASE)

Mesures d'aide sociale à l'enfance

Sources : DREES - FINESS, Enquête Aide sociale, Indicateurs sociaux départementaux (ISD) ; DREETS ; INSEE - Recensement de la population 2017

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Mesures d'aide sociale à l'enfance (ASE) au 31 décembre 2018														
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	17 563	1 135	1 566	522	460	1 356	4 673	1 382	1 024	1 814	1 092	1 642	897	180 658
dont proportion de mesures judiciaires de placement	68,5%	71,2%	71,9%	70,7%	78,9%	69,6%	67,7%	66,9%	68,8%	61,0%	75,7%	61,6%	76,5%	73,6%
Nombre de placements directs par un juge	1 768	81	102	69	35	146	407	159	221	317	50	55	126	14 305
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	5 480	361	348	254	111	231	2 124	367	137	389	452	397	309	50 384
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	11 587	540	879	466	335	875	3 460	896	871	1 502	410	616	737	111 664
Proportion d'enfants concernés par des mesures de l'Aide Sociale à l'Enfance *	2,7%	2,7%	2,1%	2,6%	4,2%	3,1%	2,7%	3,1%	3,0%	2,6%	2,2%	2,5%	2,4%	2,2%
dont part des placements	37,9%	42,0%	42,4%	33,4%	42,3%	41,8%	33,5%	38,7%	41,1%	35,4%	43,8%	39,4%	39,2%	41,3%
dont part des mesures d'actions éducatives	46,9%	42,6%	42,4%	54,9%	47,4%	42,4%	52,4%	45,0%	44,7%	47,0%	43,0%	37,4%	50,6%	45,4%

* Pour 100 jeunes âgés de 0 à 20 ans inclus (au Recensement de la population 2017)



ALLOCATAIRES AAH, APA, PCH, ACTP, ET PERSONNES PRISES EN CHARGE PAR DES MANDATAIRES

Sources : DREES – Enquête aide sociale, Indicateurs sociaux départementaux (ISD) ; DGCS CNAF ; MSA ; INSEE, estimations de population au 01/01/2019

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Adultes allocataires de l'AAH au 31 décembre 2019 *	122 965	7 420	13 975	5 732	3 464	8 842	29 348	7 108	6 880	17 048	7 815	6 236	9 097	1 173 612
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans	3,8%	4,0%	4,2%	4,6%	5,9%	4,2%	3,1%	3,2%	4,0%	4,6%	3,9%	2,6%	4,6%	3,2%
Allocataires PCH + ACTP au 31 décembre 2018	33 183	2 316	4 256	841	854	2 072	9 619	1 532	1 506	3 222	2 626	2 072	2 267	360 126
Nombre d'allocataires PCH + ACTP / 1 000 personnes de tout âge	5,5	6,6	6,6	3,5	7,3	5,0	5,9	3,7	4,5	4,7	7,0	4,7	6,1	5,5
Bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31 décembre 2018	144 683	9 201	14 888	6 726	5 205	13 161	34 784	10 280	8 111	16 016	8 057	9 378	8 876	1 290 383
Proportion de bénéficiaires parmi les personnes de 60 ans ou plus	7,9	8,0	6,5	8,0	11,5	8,6	8,6	7,7	7,3	7,6	7,1	7,5	7,5	7,5
Proportion de bénéficiaires parmi les personnes de 75 ans ou plus	21,1	21,3	17,8	20,6	30,2	23,0	24,4	21,3	18,9	19,7	18,8	19,7	19,6	20,9
Proportion des bénéficiaires de l'APA à domicile en GIR 1 ou 2 **	17,7%	18,3%	18,8%	17,4%	15,4%	14,3%	17,7%	18,0%	16,4%	19,3%	18,6%	13,6%	23,1%	19,4%
Nombre de prises en charge par des MJPM au 31 décembre 2019 ***	61 148	3 837	7 239	2 857	1 549	5 800	13 794	3 736	3 763	6 319	4 029	4 097	4 128	468 337
dont prises en charge par des mandataires individuels	19,3%	19,3%	10,1%	17,3%	13,4%	11,0%	31,1%	23,8%	11,1%	26,3%	5,4%	14,6%	23,0%	19,5%
dont prises en charge par des services mandataires	80,7%	80,7%	89,9%	82,7%	86,6%	89,0%	68,9%	76,2%	88,9%	73,7%	94,6%	85,4%	77,0%	80,5%

* Pour les données CNAF, la répartition est faite selon le département de la caisse de gestion

** Proportion des bénéficiaires de l'APA à domicile en GIR 1 ou 2 sur tous les bénéficiaires de l'APA à domicile : données estimées par la DREES pour les départements non répondants

*** MJPM = Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs

BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE AU 31 DÉCEMBRE 2018

Sources : DREES - enquêtes Aide sociale 2018

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Aide Sociale aux Personnes Agées *	157 060	10 182	16 141	7 428	5 679	14 108	36 608	11 727	9 239	17 520	8 835	10 075	9 518	1 424 477
dont Aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)**	53,9%	48,7%	52,9%	50,9%	56,1%	57,9%	58,1%	51,6%	54,4%	56,9%	44,5%	49,7%	49,7%	53,4%
dont Aide à l'accueil***	46,1%	51,3%	47,1%	49,1%	43,9%	42,1%	41,9%	48,4%	45,6%	43,1%	55,5%	50,3%	50,3%	46,6%
Aide Sociale aux Personnes Handicapées *	51 323	3 554	6 806	1 406	1 290	3 157	13 282	3 170	2 736	5 142	4 012	3 385	3 383	529 782
dont Aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, Aides ménagères)	67,5%	64,8%	69,1%	59,2%	67,1%	65,8%	72,7%	56,4%	65,1%	65,3%	71,1%	65,7%	65,8%	70,0%
dont Aide à l'accueil****	32,5%	35,2%	30,9%	40,8%	32,9%	34,2%	27,3%	43,6%	34,9%	34,7%	28,9%	34,3%	34,2%	30,0%
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre de mineurs et jeunes majeurs)	17 563	1 135	1 566	522	460	1 356	4 673	1 382	1 024	1 814	1 092	1 642	897	180 658
dont Enfants confiés à l'ASE	89,9%	92,9%	93,5%	86,8%	92,4%	89,2%	91,3%	88,5%	78,4%	82,5%	95,4%	96,7%	86,0%	92,1%
dont Placements directs	10,1%	7,1%	6,5%	13,2%	7,6%	10,8%	8,7%	11,5%	21,6%	17,5%	4,6%	3,3%	14,0%	7,9%
Ensemble des bénéficiaires ou des mesures de l'aide sociale *****	225 946	14 871	24 513	9 356	7 429	18 621	54 563	16 279	12 999	24 476	13 939	15 102	13 798	2 134 917
Nombre de bénéficiaires ou de mesures pour 1000 personnes	37,7	42,4	37,8	39,0	63,7	45,1	33,7	39,5	39,2	35,9	37,2	34,5	37,1	32,9

* Il s'agit d'un nombre de mesures d'aide sociale et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

** Pour l'APA, ce sont des bénéficiaires payés au titre du mois de décembre qui sont comptabilisés alors que pour les autres prestations il s'agit du nombre de bénéficiaires (ayant des droits ouverts) au 31 décembre

*** Les aides à l'accueil des personnes âgées regroupent l'APA en établissement, l'aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers

**** Les aides à l'accueil des personnes handicapées regroupent l'ACTP en établissement, l'ASH (Aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers), et l'accueil de jour.

***** Les bénéficiaires de l'aide sociale sont des personnes ayant un droit ouvert à l'aide sociale au 31 décembre de chaque année, hormis pour l'APA pour laquelle sont dénombrés des bénéficiaires payés au titre du mois de décembre.



DÉPENSES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE EN 2018

Sources : DREES - enquêtes Aide sociale 2018

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France Métropolitaine
Dépenses totales brutes en milliers d'euros *	3 587 650	220 031	378 988	142 587	97 326	257 073	974 857	223 824	227 691	380 448	200 445	245 730	238 653	37 718 390
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées **	789 570	53 665	79 328	42 755	33 437	65 708	172 361	61 252	50 965	84 435	45 955	48 980	50 730	7 356 539
dont dépenses brutes pour Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ***	82,2%	81,9%	83,3%	66,2%	87,0%	82,1%	84,5%	78,5%	79,9%	83,3%	83,4%	82,5%	87,0%	78,8%
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées	841 345	49 749	97 853	46 501	21 468	44 622	242 125	45 034	46 504	88 159	49 549	43 334	66 449	8 252 012
dont dépenses brutes de PCH et d'ACTP ****	28,0%	25,6%	22,9%	14,7%	19,4%	25,9%	38,9%	24,1%	20,5%	29,8%	25,6%	21,9%	22,1%	28,3%
Dépenses brutes totales d'aide sociale à l'Enfance	735 377	37 893	69 790	18 765	14 830	52 812	228 757	44 184	49 894	85 748	42 519	51 335	38 850	8 034 078
dont dépenses de placement ASE *****	83,6%	87,4%	77,6%	87,9%	77,7%	86,6%	82,6%	81,2%	89,1%	85,5%	85,6%	80,3%	86,0%	79,3%
Dépenses totales brutes d'allocations et d'insertion liées au RSA	934 167	73 639	102 714	19 581	18 068	66 036	258 779	51 012	63 102	97 078	45 028	77 828	61 303	10 752 622
dont dépenses d'allocations	90,6%	86,0%	87,7%	90,0%	84,0%	89,6%	94,5%	91,2%	91,5%	85,9%	88,4%	92,3%	93,1%	91,6%
Dépenses totales nettes d'aide sociale en milliers d'euros *****	3 422 832	212 868	349 880	126 754	95 463	251 554	931 603	218 630	218 512	365 665	195 686	231 351	224 867	36 294 656
Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant	569 €	608 €	538 €	529 €	826 €	611 €	569 €	527 €	661 €	533 €	522 €	528 €	606 €	557 €

* Dépenses brutes : dépenses d'aide sociale des départements (y compris services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel) avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations

** Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement (ASH) des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et successions

*** Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA

**** Les dépenses de PCH et d'ACTP pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.

***** Comprend les dépenses de placement en établissements, les dépenses de placement familial et les autres frais de placement

***** Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements ; mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE. Y compris les frais communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel



NOTES ET DÉFINITIONS

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

L'aide sociale à l'enfance est, depuis les Lois de décentralisation de 1983, un service du Département, placé sous l'autorité du président du Conseil Départemental et dont la mission essentielle est de venir en aide aux enfants et à leur famille par des actions de prévention individuelle ou collective, de protection et de lutte contre la maltraitance.

Lorsqu'un mineur ne peut être maintenu dans sa famille, l'aide sociale à l'enfance est chargée de répondre à l'ensemble de ses besoins. Il est alors accueilli soit dans un établissement d'enfants à caractère social, soit dans une famille d'accueil agréée, soit dans un lieu de vie et d'accueil (LVA).

LE SERVICE CIVIQUE

Le service civique est un dispositif qui vise à encourager l'engagement citoyen. Il est entré en vigueur en 2010 et a pour objectif de renforcer la cohésion nationale et de favoriser la mixité sociale. Il offre la possibilité aux jeunes de 16 à 25 ans de s'engager pour une durée comprise entre 6 et 12 mois dans une mission d'intérêt général dans neuf domaines différents, reconnus prioritaires pour la Nation : éducation, solidarité, santé, culture et loisirs, environnement, développement international et humanitaire, mémoire et citoyenneté, sports, intervention d'urgence en cas de crise. Depuis août 2015, le service civique est élargi à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap.

L'engagement associatif des jeunes peut prendre une seconde forme « le volontariat associatif » d'une durée pouvant atteindre deux ans, il est ouvert à partir de l'âge de 26 ans et sans limite au-delà.

Ces deux formes sont ouvertes à tous les Européens communautaires. Elles le sont également aux Européens non communautaires et aux non-Européens possédant un titre de séjour et en situation de séjour régulier en France depuis au moins un an.

Les associations et les collectivités locales ainsi que divers secteurs d'actions d'intérêt général, tels que les services d'incendie et de secours, sont les principaux organismes et secteurs d'accueil pouvant mettre en œuvre le Service civique. Les structures d'accueil doivent demander un agrément délivré par les pouvoirs publics et qui fait l'objet d'une évaluation et d'un renouvellement périodique.

LES MISSIONS LOCALES ET LES PERMANENCES D'ACCUEIL, D'INFORMATION ET D'ORIENTATION (PAIO) POUR L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI DES JEUNES EN DIFFICULTÉ

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. Cette structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et PAIO constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté.

ACTION ÉDUCATIVE À DOMICILE (AED)

L'AED est une mesure administrative pour les familles qui n'arrivent plus à gérer une situation avec leur enfant. Elle résulte d'une demande



des parents auprès d'une association ou du Conseil Départemental. Il y a alors un contrat signé entre la famille, le Conseil Départemental et le représentant de l'association chargé d'exercer la mesure, permettant l'intervention d'un travailleur social à domicile.

ACTION ÉDUCATIVE EN MILIEU OUVERT (AEMO)

L'AEMO est une mesure judiciaire civile ordonnée par le juge des Enfants au bénéfice d'un ou de plusieurs enfants d'une même famille. Elle consiste en l'intervention à domicile d'un travailleur social pour une durée variable, de 6 mois à 2 ans, renouvelable, jusqu'aux 18 ans de l'enfant. Un jeune de 18 ans peut cependant demander que le suivi éducatif entrepris au cours de sa minorité soit prolongé. Pour cela, il doit en faire la demande écrite auprès de l'Aide Sociale à l'Enfance de son département et contractualiser une mesure d'aide éducative à domicile jeune majeur, renouvelable jusqu'à 21 ans.

Une mesure d'AEMO s'impose à la famille, qui peut faire appel de la décision, dans l'intérêt du ou des enfants.

L'AEMO s'inscrit dans le domaine plus large de l'enfance en danger. Il s'agit pour le travailleur social (éducateur spécialisé, éducateur de jeunes enfants ou assistant social) de supprimer la notion de danger par une action éducative directement dans la famille (dans le cas d'un danger latent), ou bien dans le cadre d'une protection hors famille (dans le cas d'un danger patent). L'AEMO est financée par le Conseil Départemental.

Lorsque la notion de danger disparaît et que l'adhésion de la famille est acquise, un suivi éducatif peut s'avérer toujours nécessaire. Dans ce cas, une mesure d'aide éducative à domicile (AED), anciennement AEMO administrative, peut être proposée à la famille. Le dossier judiciaire est alors clos.

L'ALLOCATION AUX ADULTES HANDICAPÉS (AAH)

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) est une aide financière qui permet à une personne porteuse d'un handicap reconnu par la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) et dans l'incapacité de travailler d'avoir un minimum de ressources. Elle est accordée sur décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). Cette aide est attribuée sous réserve de respecter des critères d'incapacité, d'âge, de résidence et de ressources. Son montant vient compléter d'éventuelles autres ressources.

L'ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE (APA)

L'APA est une aide sociale dédiée aux personnes âgées en perte d'autonomie. Mise en place en 2002, elle est versée aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille Autonomie gérontologique groupe iso-ressources (AGGIR), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement.

Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

L'indice de dépendance GIR est attribué en fonction d'une évaluation médico-sociale. Les personnes peu dépendantes (GIR 5 et 6) ne sont pas éligibles à l'APA.

L'AIDE SOCIALE À L'HÉBERGEMENT (ASH)

L'ASH est une aide sociale qui prend en charge les frais liés à l'hébergement en établissement ou en famille d'accueil. Elle s'adresse aux personnes de plus de 65 ans (ou de plus de 60 ans pour celles ayant



un taux d'incapacité élevé), qui résident en EHPAD, en USLD (Unité de soin de longue durée) ou en accueil familial, et qui ont des ressources inférieures au montant des coûts d'hébergement.

Les modalités d'attribution sont précisées par le règlement d'aide sociale (RDAS) de chaque département.

LA PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP (PCH)

La prestation de compensation (PCH) est destinée à couvrir les surcoûts liés au handicap dans la vie quotidienne, qu'il s'agisse d'aides humaines, techniques ou encore d'aménagement du logement, du véhicule, d'éventuels surcoûts résultant du transport, de charges spécifiques et exceptionnelles ainsi que d'aides animalières. Son montant dépend des ressources de l'intéressé, et elle ne peut être cumulée avec l'APA. Elle est attribuée quelles que soient l'origine et la nature de la déficience du demandeur et de son mode de vie à domicile ou en établissement.

Elle remplace l'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACPT) depuis 2006.

Un bénéficiaire de la PCH ou de l'ACTP est une personne ayant un droit ouvert à la prestation au 31 décembre de l'année considérée, que ce droit ait donné lieu à un paiement ou non.

L'ALLOCATION COMPENSATRICE POUR TIERCE PERSONNE (ACPT) DEPUIS 2006.

Remplacée par la PCH, l'ACPT n'est plus attribuée depuis 2006 ; mais les personnes qui en bénéficiaient avant cette date peuvent en conserver le bénéfice au détriment de la PCH au moment du renouvellement de l'attribution, si elles en font le choix explicite et si elles continuent à remplir les conditions d'attribution.

LES MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS (MJPM)

Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs exercent à titre habituel des mesures de protection des majeurs (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle ou mesure d'accompagnement judiciaire) que le juge des tutelles leur confie.

Trois catégories d'exercice de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ont été définies par la loi : les services mandataires, qui sont devenus dans le cadre de cette loi des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les mandataires exerçant à titre individuel et les mandataires exerçant leur activité en qualité de préposé d'établissement.

Pour en savoir plus :

<http://www.sante.gouv.fr>

<http://www.drees.sante.gouv.fr>

DIPLÔMES



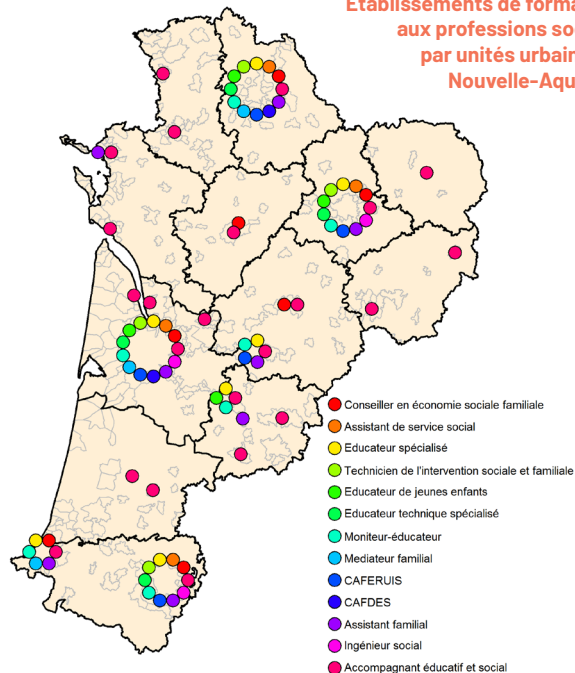


PROFESSIONS SOCIALES (y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle)

Sources : DREES - Enquête 2019 auprès des établissements de formation aux métiers de l'action sociale

	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
Diplômes de niveau 3 (anciennement V)		
Aides médico-psychologiques	4	72
Auxiliaires de vie sociale	0	3
Accompagnants éducatifs et sociaux	869	8 004
Assistants familiaux	174	1 461
Diplômes de niveau 4 (anciennement IV)		
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	52	432
Moniteurs éducateurs	296	2 675
Diplômes de niveau 5 (anciennement III)		
Assistants de service social	157	1 840
Éducateurs spécialisés	374	3 892
Éducateurs de jeunes enfants	91	1 596
Éducateurs techniques spécialisés	22	148
Conseillers en économie sociale familiale	133	1 125
Diplômes de niveau 6 (anciennement II)		
Médiateur familial	7	148
CAFERUIS*	95	1 195
Diplômes de niveau 7 (anciennement I)		
Diplôme d'état en Ingénierie sociale (DEIS)	17	158
CAFDES**	24	302

Établissements de formations aux professions sociales par unités urbaines de Nouvelle-Aquitaine



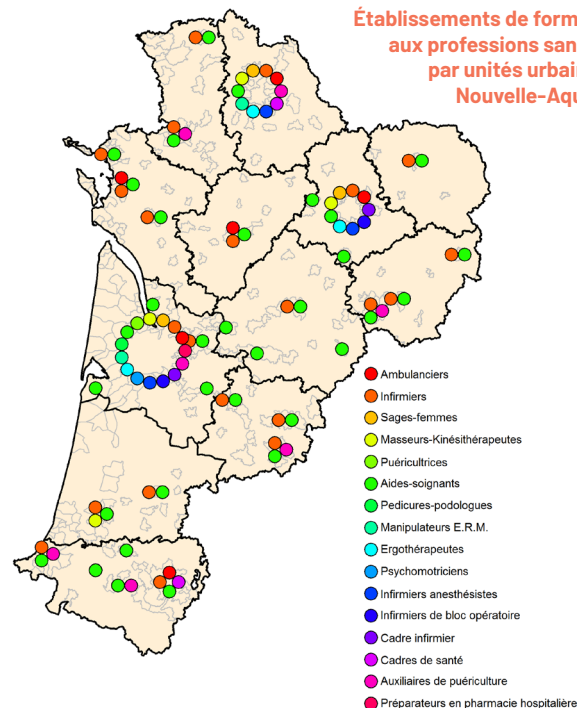
Source : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine, IGN - Admin Express 2020
Cartographie : DREETS Nouvelle-Aquitaine / SESAM

* Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale
** Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale

PROFESSIONS DE SANTÉ (y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle)

Sources : DREES - Enquête 2019 auprès des établissements de formation sanitaires

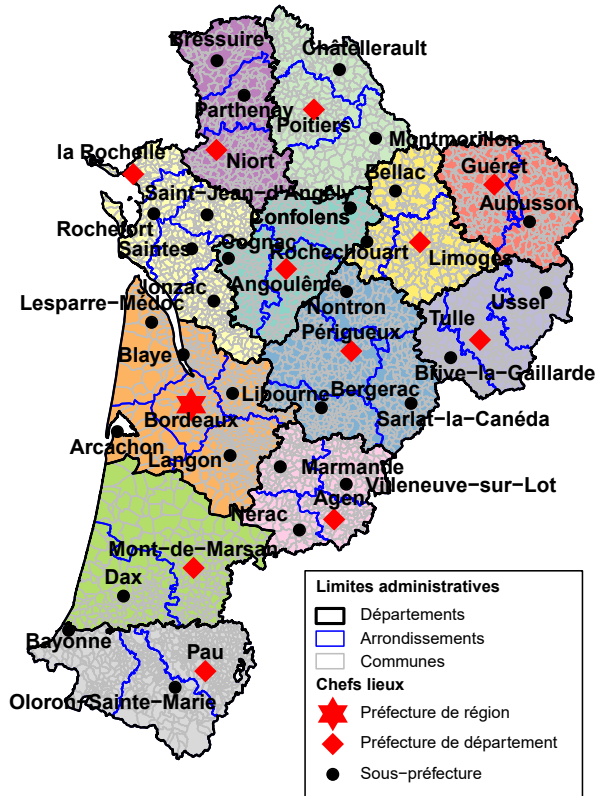
	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
Diplômes de niveau 3 (anciennement V)		
Aides soignants	2 151	20 093
Ambulanciers	299	3 006
Auxiliaires de puériculture	249	4 769
Diplômes de niveau 5 (anciennement III)		
Préparateur en pharmacie hospitalière	30	396
Techniciens en analyses biomédicales	0	79
Psychomotriciens	62	886
Diplômes de niveau 6 (anciennement II)		
Ergothérapeutes	88	887
Infirmiers diplômés d'État	2 270	24 882
Manipulateurs en électroradiologie médicale	39	469
Pédicures-podologues	29	562
Diplômes de niveau 7 (anciennement I)		
Masseurs kinésithérapeutes	250	2 687
Sages femmes	58	837
Diplômes délivrés dans les formations complémentaires		
Infirmiers de bloc opératoire	32	503
Infirmiers anesthésistes	61	569
Puéricultrices	39	1 084
Cadres de santé	105	1 330



Source : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine, IGN - Admin Express 2020
Cartographie : DREETS Nouvelle-Aquitaine / SESAM

15 horizontal dotted lines for taking notes.

CARTE ADMINISTRATIVE DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE



Source : IGN – Admin Express 2020
Cartographie : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine / SESAM

DREETS Nouvelle-Aquitaine

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI,
DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS

Immeuble Prisme
19 rue Marguerite Crauste
33074 Bordeaux cedex
Courriel : na.statistiques@dreets.gouv.fr
<http://nouvelle-aquitaine.dreets.gouv.fr>

Directeur de la publication et de la rédaction

Pascal APPRÉDERISSE, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Nouvelle-Aquitaine

Rédaction

Conception : Eric AMRANE

Mise en page : DREETS / SESAM (Service Etudes Statistiques Appui Méthodes)

Conception graphique : Service d'imprimerie du Secrétariat Général Commun Départemental de la Gironde

Dépôt légal

Cette publication a été réalisée grâce au financement de la DREETS Nouvelle-Aquitaine

Tout droit de reproduction réservé.

Diffusion gratuite..

**Panorama Statistique – Chiffres Clefs
Edition 2021**

Date de publication : Novembre 2021